

6 janvier 2025 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours du Président de la République à l'occasion de la Conférence des Ambassadrices et des Ambassadeurs.

Monsieur le Premier ministre, Mesdames, Messieurs les ministres, Messieurs les Premiers ministres, Monsieur le président du Conseil constitutionnel, Mesdames, Messieurs les parlementaires, Monsieur le chef d'état-major des Armées, Monsieur le Nonce, monseigneur, Mesdames et Messieurs les ambassadrices et ambassadeurs, Mesdames, Messieurs les directrices et directeurs, Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités, chers amis.

Je suis heureux de vous accueillir une nouvelle fois à l'Élysée à l'occasion de la 30<sup>e</sup> Conférence des Ambassadrices et des Ambassadeurs. Je veux bien sûr vous remercier pour le travail accompli cette année, remercier le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, les ministres délégués, la secrétaire générale, les directrices et directeurs, les agents du Centre de crise et de soutien, l'ensemble des agents où qu'ils servent, à Paris, à Nantes ou à l'étranger. Je veux aussi bien sûr remercier nos militaires, nos fonctionnaires, de tous les autres ministères qui servent aussi, chacun dans leur rôle, notre pays, partout à l'étranger. Je sais vos efforts au service direct de nos compatriotes, votre engagement pour la promotion de nos intérêts, nos idées, nos valeurs, avec le concours de l'ensemble des opérateurs sur le terrain. Et j'ai une pensée aussi et beaucoup de gratitude pour tous ceux qui sont la France aux yeux du monde et contribuent à sa réputation, son attractivité, son prestige, à commencer par les Français de l'étranger dans la diversité de leurs talents, à l'ensemble de leurs élus, consulaires et parlementaires. Et je pense aussi aux travailleurs humanitaires, bénévoles, entrepreneurs, créateurs, journalistes, chercheurs et tant d'autres.

Nous nous retrouvons en janvier, non en septembre, car vous étiez mobilisés pour les Jeux olympiques et paralympiques qui ont été un succès populaire, sportif et organisationnel, un succès diplomatique aussi, dans la mesure où la France a rayonné et offert un visage éclatant au reste du monde. Et je vous remercie de la contribution qui, là aussi, a été apportée au bénéfice de ce grand événement sportif pour le pays et au-delà. Et vous retrouver en janvier, c'est évidemment avant toute chose l'occasion pour moi de vous présenter mes vœux sincères pour vous, vos familles qui, je le sais, contribuent ô combien à la mission qui est la vôtre et à l'ensemble des équipes qui, auprès de vous, servent le pays. Tous mes vœux pour l'année qui s'ouvre.

Alors, j'avais l'occasion de le dire aux Françaises et aux Français le 31 décembre soir, nous sommes au tournant du quart de siècle et celui-ci ouvre une période qui n'était pas forcément celle que nous attendions. Et alors qu'on nous écrivait en l'an 2000 une histoire qui était toute tracée, la démocratie conquérante, la fin des conflits, la lucidité de nous conduire à voir qu'un quart de siècle plus tard, ce n'est pas tout à fait ce que nous vivons. Et donc oui, vous servez la France et ses intérêts dans le désordre du monde, avec une exigence particulière qui va avec le métier diplomatique pour vous-même et vos proches et l'ensemble de vos équipes. Et c'est pourquoi, en le disant, je le dis à des femmes et des hommes qui savent l'exigence de cette mission et la réalité de ce que ce mot « désordre » signifie. Et je veux exprimer une reconnaissance toute particulière à nos agents, à Kiev, à Beyrouth, à Jérusalem et Tel-Aviv, à Bamako, Ouagadougou, à Port-au-Prince, Port-Vila, à Caracas, et partout où il a fallu chaque jour, ces derniers mois, montrer du courage dans l'action et où servir le pays était particulièrement dangereux.

Ce courage, il en faut dans le fracas du monde, en effet, compte tenu de tous ces désordres. Il faut bien le dire, 25 ans après, nous nous réveillons dans un monde, et je dirais même simplement 10 ans après, où ce qui paraissait impensable est en train d'advenir. Désordre né de l'affaiblissement des règles internationales, contestées par d'autres puissances qui ne jouent plus le jeu, se déploient sans complexe dans de nouveaux espaces de confrontation internationale et tentent de fragmenter le monde à leur avantage. Il y a 10 ans — et je salue ici, la mobilisation de la diplomatie française et le ministre qui la conduisait à l'époque — nous concluons un accord historique, les Accords de Paris pour le climat. Qui pourrait l'imaginer aujourd'hui ? Désordre des démocraties menacées par la remise en cause de leurs promesses de prospérité, d'ascension sociale, de partage du progrès, et directement attaquées par des puissances de déstabilisation. Il y a quelques semaines à peine, la Roumanie a dû annuler une élection présidentielle en raison d'ingérences et de manipulations électorales clairement attribuées à la Russie. Qui l'aurait imaginé il y a 10 ans à peine ? La France a été elle-même attaquée par des ingérences inacceptables dans la plupart de ces territoires ultramarins, et tout particulièrement en Nouvelle-Calédonie ces derniers mois, par l'Azerbaïdjan qui pensait, là, régler ses propres incompréhensions du fait que nous défendons le droit international et l'Arménie. Qui l'aurait imaginé ? Voilà 10 ans, si on nous avait dit que le propriétaire d'un des plus grands réseaux sociaux du monde soutiendrait une nouvelle internationale réactionnaire et interviendrait directement dans les élections, y compris en Allemagne, qui l'aurait imaginé ? C'est le monde dans lequel nous vivons et dans lequel nous avons à faire de la diplomatie.

Désordre aussi des révolutions technologiques qui bouleversent nos habitudes, nos modes de vie, nos conceptions mêmes de l'histoire. Désordre dans lequel les États menacent d'être dépassés par la puissance et la force de frappe d'entreprises privées, mais désordres en clair-obscur, car ces innovations technologiques portent aussi résolument des innovations, des transformations de nos vies pour le meilleur, et du spatial à la biologie, des évolutions qui vont nous permettre de mieux faire. Désordre enfin des défis globaux : réchauffement climatique, dont chacun mesure chaque jour les conséquences, de l'Espagne à Mayotte, nouvelle pandémie, inégalités qui ne se réduisent pas assez, divergences de développement sur lesquelles prospèrent tous les fomenteurs de troubles, narcotrafiquants, passeurs de migrants, terroristes.

Au fond, ce monde que je décris, et j'ai eu l'occasion de le faire ces dernières années, mais malheureusement, il prend un tour de plus en plus clair, est marqué par le retour des pulsions impériales, les bouleversements de l'information et du savoir et la remise en cause très violente de l'humanisme. Et c'est donc au fond un triple dérèglement : stratégique, technologique et politico-philosophique. Et cette période rappelle en quelque sorte celle de la Renaissance. Et la question est simple : dans cette Renaissance, quelles sont les nations qui s'en sortent ? Celles qui obéissent aux règles du monde d'avant ou bien celles qui ont compris qu'il fallait un réalisme qui sache garder ses idéaux ? Et au fond, il nous faut tout à la fois la force morale, mais la force aussi tout court. Et il nous faut sortir, à bien des égards et sur bien des sujets, d'une forme de naïveté, ou en tout cas d'usage, qui continue à avoir cours dans nos pratiques.

J'ai eu l'occasion de le dire il y a quelques mois en prenant la métaphore des herbivores et des carnivores, mais nous en sommes là. Ceux qui continueront à appliquer des règles que les autres grandes puissances n'appliquent plus auront le privilège d'être dévorés. Pour autant, décider d'être fort ne vaut que si c'est pour servir les valeurs qui sont les nôtres et les principes auxquels nous souscrivons, ce qui nous différencie principiellement de ces forces autoritaires qui reviennent. Alors, cette sortie de l'innocence ne doit pas aller sans un volontarisme. Et depuis 7 ans, j'ai toujours tenu ce langage de vérité, quoi qu'il m'en coûte, sur le refus d'un affaiblissement européen, les transformations de notre lien transatlantique, les pesanteurs de notre système pour appréhender le monde et la nécessité de lire le monde tel qu'il va et les choses telles qu'elles sont.

Aussi, en m'exprimant devant vous aujourd'hui, j'ai bien conscience que je le fais sans doute devant des diplomates de haut rang qui se posent des questions sincères, et aussi à un moment où nos compatriotes se posent des questions très sincères. Il suffit de lire la presse pour se dire : finalement, tout est fichu. La démocratie, c'était un idéal d'hier. Tout le monde semble être fasciné par un nouvel ordre qui vient et qui bouscule toutes les règles. Et, en quelque sorte, on finirait presque par se demander s'il est nécessaire de se battre. Je crois tout le contraire, oui, cela en vaut la peine et nous avons quelques armes. D'abord, la première question qu'on se pose beaucoup, qu'on se pose parfois à lire les chroniques, et l'esprit de défaite ambiant : « La France a-t-elle toujours les moyens de sa politique ? » Oui, assez simplement. La Constitution est solide et claire, nos choix le sont tout autant et les atouts qui sont les nôtres demeurent. Les atouts français n'ont pas disparu. Notre force diplomatique, notre présence sur tous les océans, le rayonnement de notre langue, nous l'avons encore vu lors du dernier Sommet de la Francophonie que la France a eu l'honneur d'accueillir. Ce sont des forces. La puissance de notre culture est là. Il suffisait de voir le monde entier venir au chevet de Notre-Dame de Paris rebâtie. Et la capacité de la France à tenir des grands événements, comme nous l'avons montré aux Jeux olympiques et paralympiques, est là. Il faut simplement que tous les Français et toutes les Françaises aient la lucidité du reste du monde sur nous-mêmes. Nous avons cette capacité, elle est là, et ce socle d'histoire, de valeurs, de culture est bien présent, tout autant que notre force de recherches académiques, technologiques et industrielles.

Durant ces dernières années, nous avons aussi renforcé nos atouts, consenti des efforts importants de la nation pour renforcer notre présence diplomatique et militaire. Et je sais la volonté du Premier ministre de continuer celui-ci et de s'engager résolument dans cette voie. Investissements dans notre diplomatie. Moi, j'entends tous les pourfendeurs de la France qui sont en train de s'effacer, de s'effondrer. Que n'ont-ils, quand ils étaient aux affaires, défendu un budget au moins à la hauteur de celui que vous avez aujourd'hui ? Nous ne sommes pas à un moment de décroissance des investissements dans le réseau diplomatique. Depuis 7 ans, nous avons investi dans la diplomatie, relevé le budget du ministère, du nombre des emplois, je l'ai évoqué l'année dernière, de nos contributions volontaires aux organisations internationales. Nous avons lancé un agenda de transformation pour adapter nos moyens aux défis du temps, avec un vrai changement des méthodes, un effort important en termes de communication, d'information, d'influence, absolument indispensable et qu'il faut poursuivre, et je sais en la matière pouvoir compter sur vous. Et j'étais venu moi-même en mars 2023 au ministère annoncer tout cela.

L'investissement est bien réel et il est là. Investissement dans nos armées, j'y reviendrai lors de mes vœux devant les forces armées le 20 janvier, au terme de la loi de programmation militaire, nous aurons doublé notre budget militaire en 10 ans. Quel pays peut en dire autant ? Et nous n'avons pas attendu 2022 pour nous réveiller. Investissements solidaires aussi, de 2018 à 2022, nos investissements solidaires ont augmenté de 50 %. En matière absolue, une hausse passant de 10,3 milliards, 0,4 point de RNB, à 15,1 milliards, 0,56 point de RNB. Quel pays peut en dire autant durant cette période ? Avec cette ambition, nous sommes devenus le quatrième bailleur de l'OCDE. Sur la même période, nous avons créé 48 alliances françaises, portant leur nombre à 835, quand tant réduisaient leurs réseaux, renonçaient à leurs ambitions. Sur la même période, 150 000 élèves supplémentaires ont été accueillis dans les écoles du réseau d'enseignement français. Ils sont désormais 600 000. Quel pays peut en dire autant ? Sur la même période, nous nous sommes donnés les moyens de notre rayonnement au travers de la Cité internationale de la langue française, à Villers-Cotterêts, dans la Cité du développement, que nous construisons à Paris, ou dans la Maison des mondes africains, dont nous poserons les fondations en 2025.

Ce sont à chaque fois des investissements pour la nation dans un contexte financier difficile. Nous y sommes engagés, et je remercie le Premier ministre et les ministres de continuer sur cet engagement. Et donc, oui, le pays est solide. L'engagement international, diplomatique et militaire, est solide. La 2<sup>e</sup> question que j'entends souvent, c'est est-ce que l'Europe a encore les moyens de sa politique ? Est-ce que l'Europe pourra avancer ? Regardez, le président TRUMP arrive, c'est terrible. D'abord, je dois vous dire, c'est la chance de l'expérience sans doute, mais plusieurs d'entre vous l'ont vécu à mes côtés, c'étaient exactement les mêmes questions il y a 8 ans. Et on nous prédisait le pire. Le président TRUMP élu, le Brexit était là, l'Europe était fichue. Quand je regarde ces 7 dernières années, nous n'avons pas démerité en Europe. La France proposait la souveraineté européenne, davantage d'indépendance, l'autonomie stratégique, baliverne française, nous disait-on. Jamais ça n'arrivera, faites-vous plaisir, allez-y, faites des discours. Ce discours est européen aujourd'hui, il est dans tous les textes européens, au cœur des missions de la Commission, victoire gramscienne. Défense européenne, on disait. Idées françaises, allez-y. Il n'y a que l'OTAN, point d'autre. Plus personne ne discute aujourd'hui le pilier européen de l'OTAN et l'ensemble des instruments que nous avons mis en place ces 7 dernières années. Endettement commun, oh, le rêve, la folie. Allons-en. 2020, en plein covid, accord franco-allemand et accord des Européens pour un endettement commun face à celui-ci. Si on décide d'être défaitiste, il n'y a aucune chance de gagner. Mais avec des idées claires, une volonté d'avancer, nous avons fait avancer notre Europe durant ces 7 dernières années résolument, et celle-ci est aujourd'hui capable de relever les défis qui sont les siens, et j'y reviendrai, car nous avons aussi donné un nouvel élan, un nouveau socle à nos relations au sein de cette Europe, avec l'Allemagne, par le traité d'Aix-la-Chapelle qui a renforcé nos liens bilatéraux, en nouant aussi des traités pour le nouveau siècle avec l'Espagne et l'Italie. Et nous nous préparons pour le printemps à traiter de la même ambition avec la Pologne, qui sera signée à Nancy, et en nouant un partenariat stratégique avec la Grèce. Nous avons fait preuve d'initiative. L'Europe est à la fois notre devoir et notre chance, et c'est cette méthode qui doit continuer. Ambition de l'agenda communautaire, volonté d'engager les relations bilatérales partout à travers l'Europe. J'ai visité toutes les capitales durant mon premier mandat et je ferai pareil durant le second. Et refus en quelque sorte d'une fatigue de celle-ci. Ne cédonz donc rien à l'esprit de défaite et à ce nouveau fatalisme. L'Europe a bien une place, à nous de lui donner une ambition.

Et puis la 3<sup>e</sup> question simple, est-ce que l'élection du président TRUMP signifie plus d'incertitude encore ? Pour les mêmes raisons, je ferai montre d'une prudence relative. De 2016 à 2020, la France a su travailler avec le président TRUMP. Alors, nous savons ce sur quoi il y a des désaccords. La question climatique, l'ordre international. Je constate aussi que la 1<sup>re</sup> visite à l'étranger du président élu fut pour Paris, Notre-Dame, et une discussion stratégique commençait. Je sais aussi une chose, c'est que si on décide d'être faibles et défaitistes, il y a peu de chances d'être respectés par les États-Unis d'Amérique du président TRUMP. Et donc, à bon entendeur, salut. À nous de savoir coopérer avec le choix qui a été fait par le peuple américain. Je crois que le président TRUMP sait qu'il a en France un allié solide, un allié qu'il ne mésestime pas, qui a des vues claires, qui croit dans l'Europe, qui a confiance en lui, qui porte une ambition pour la relation transatlantique, mais une ambition lucide. J'aurai l'occasion d'y revenir en regardant très clairement le fait que, depuis 2011, les présidents américains successifs nous disent tous la même chose. Leur priorité est d'abord les États-Unis d'Amérique, puis la relation avec la Chine. L'Europe a un autre rang, une autre place. Soyons suffisamment lucides pour le voir et donc œuvrons en étant cohérents.

Une fois répondu, au fond, à ces trois questions ambiantes, et vous l'avez compris, avec volontarisme, détermination, c'est bien en étant lucides sur la situation, mais en ayant cette volonté à la fois d'audace et de porter des politiques claires pour nos compatriotes que je veux ici revenir devant vous autour des trois priorités que je vous assigne pour l'année qui vient. D'abord, on a une mission première collective : contribuer à la sécurité de la France et des Français. La deuxième, c'est œuvrer à la prospérité française et européenne qui est un combat existentiel. J'ai eu l'occasion de m'exprimer là-dessus, il y a quelques mois à la Sorbonne, mais je voulais y revenir. Et la troisième, c'est la défense de l'ordre international et de nos valeurs, qui, je le crois, est tout à la fois la défense de nos intérêts et d'une certaine vision du monde. Contribuer donc à la sécurité de la France et des Français, c'est en effet notre priorité absolue. D'abord face aux risques terroristes, et j'y reviens avec gravité dans cette semaine où nous aurons à commémorer les 10 ans de l'attentat perpétré contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher, comme nous nous souviendrons en novembre des attentats de Paris, 10 ans.

Pendant ces 10 années, nous avons porté le combat contre le terrorisme, avec un travail remarquable qui a été fait par l'ensemble des services, la DGSE, la DGSI, les services de police et de gendarmerie, nos magistrats, pour contrer la menace, assurer la sécurité de nos concitoyens. Et nous avons adapté à la fois notre arsenal législatif, notre organisation et nos moyens, en réinvestissant là aussi massivement. Mais c'est un combat que nous avons porté également hors de nos frontières, de manière fort logique au Levant comme au Sahel. Et je veux saluer ici nos diplomates comme nos militaires qui se sont engagés durant toute cette période. Nous avons, en effet, au Sahel, réussi à empêcher la mise en place d'un califat territorial qui aurait menacé les intérêts de la France et sa sécurité. Et sans les militaires français, la chose était déjà décidée. Et nous avons œuvré, et continuons de le faire, dans le cadre de l'opération Inherent Resolve contre le terrorisme au Levant, avec là aussi un engagement exemplaire.

Mais il nous faut, et je veux le redire aujourd'hui, alors même que nous avons été en Europe touchés encore par le terrorisme, et je pense à nos amis allemands et à l'attentat de Magdebourg, ou à nos amis américains et l'attentat de la Nouvelle-Orléans, nous savons que le terrorisme est un risque qui demeure prégnant dans nos sociétés, et qui implique qu'il n'y ait aucun relâchement et une vigilance collective. Il ne faut donc aucun répit dans la lutte contre le terrorisme, et je demande évidemment à tout le gouvernement de continuer à être mobilisé, le ministre de l'Intérieur, au premier chef, les autorités du Premier ministre, l'ensemble de ses collègues. Nous devons tenir en bloc et continuer de le faire à l'international.

Au Proche-Orient, nous devons regarder sans naïveté le changement de régime en Syrie. J'aurai l'occasion d'y revenir, mais nous savons aussi que c'est depuis ce sol qu'ont été conçus et fomentés les attentats de 2015, en novembre, et que les groupes terroristes continuent à agir dans la région. Et nous devons, au Levant, au Sahel, dans d'autres régions du monde où des groupes terroristes s'organisent, continuer l'extrême vigilance, la mobilisation de notre réseau, l'organisation de nos services de sécurité.

De la Corne de l'Afrique au golfe de Guinée en passant par le Khorassan et d'autres régions, nous savons que l'emprise des groupes terroristes continue de prospérer. En somme, la menace n'est pas derrière nous, c'est même tout l'inverse et notre rôle, votre rôle, est de continuer de l'avoir en tête, d'agir, de protéger nos compatriotes par cette vigilance, ce travail de compréhension et également la poursuite des alliances utiles pour lutter contre ces groupes.

Les guerres du Proche-Orient ne sont pas des conflits lointains. Et parlant de notre sécurité, je veux d'abord me pencher sur ce théâtre. En effet, c'est tout à la fois la sécurité des Français et notre unité, compte tenu des répliques sismiques, en quelque sorte, de ce qui s'y joue, de ce qui est en jeu. C'est pourquoi, d'abord, notre solidarité avec Israël face au terrorisme, face à la barbarie des attaques perpétrées par le Hamas sur son sol le 7 octobre 2023 est complète et ne souffre aucune nuance. Les otages encore détenus à Gaza doivent être libérés sans plus attendre, et nous continuons de nous battre pour la libération d'Ofir KALDERON et d'Ohad YAHALOMI, nos compatriotes, comme pour la libération de tous les otages.

Nous comprenons aussi la nécessité pour Israël que plus jamais le pire ne se produise et que la sécurité des siens soit pleinement garantie. C'est pourquoi, d'ailleurs fidèle à notre amitié historique, nous assumons nos responsabilités à ses côtés, et nous l'avons montré durant l'année dernière à chaque occasion lors des attaques iraniennes ou Houthis. Nous l'avons aussi montré en jouant tout notre rôle dans la conclusion du cessez-le-feu le long de la ligne bleue pour mettre fin aux tirs du Hezbollah dans l'intérêt du Liban comme d'Israël. Il faut aussi bien admettre que quoi qu'on en pense, des interventions, en particulier des interventions ciblées israéliennes au Liban, en Syrie, en Iran, ont changé la donne stratégique au Moyen-Orient. Il nous faut pour cela, collectivement, en tirer les conséquences et rouvrir la perspective d'une paix solide, durable et sûre pour tous dans la région.

Cette paix-là ne peut se construire avec une réponse uniquement sécuritaire. Elle doit passer par un travail humanitaire et politique qui est sa condition absolue. À Gaza, d'abord, il n'y a aucune justification militaire à la poursuite des opérations israéliennes, aux entraves délibérément mises à l'aide humanitaire et à l'état de faim et de dénuement extrême auquel la population civile est réduite. Dès novembre 2023, la France s'est exprimée en demandant clairement à un cessez-le-feu et en organisant ici même la première conférence humanitaire de soutien. Notre priorité reste ce soutien humanitaire en lien avec nos partenaires de la région et le soutien à toutes les populations.

Au-delà, il faut sans plus attendre qu'Israël mette fin à la guerre, admette qu'il a des partenaires pour la paix et s'engage à un règlement juste et durable de la question palestinienne en coordonnant avec l'ensemble des pays de la région pour la question de Gaza, en préservant les conditions politiques en Cisjordanie et à Gaza de la construction d'un État palestinien et en œuvrant avec les pays de la région et la communauté internationale à la possibilité de deux États vivant en paix et en sécurité.

La paix est possible. L'Arabie saoudite et nos partenaires arabes de bonne volonté, la Jordanie, l'Égypte, le Qatar, les Emirats arabes unis notamment, se sont engagés sur celle-ci, et la France a apporté et continue d'apporter tout son soutien. Je souhaite à cet égard que l'Europe agisse de concert avec eux pour mettre en œuvre la solution des deux États dans le respect des nécessités de sécurité des Israéliens comme des inspirations légitimes des Palestiniens. Il faudra être ferme sur les principes, créatif sur les modalités et déterminé à construire un nouveau cadre de sécurité et de coopération au Moyen-Orient. C'est l'objectif même de la conférence internationale que nous avons initiée avec l'Arabie saoudite et qui aura lieu à New York en juin prochain. Il nous reviendra d'en faire un moment décisif, et c'est dans cette perspective que nous pourrions aller vers la reconnaissance de l'État de Palestine.

Notre engagement reste aussi complet au Liban, où nous avons tant des nôtres, tant d'amis et une si longue histoire. Nous serons là pour que le calme soit durablement rétabli le long de la ligne bleue avec le concours de nos soldats servant dans la FINUL et notre appui aux forces armées libanaise pour qu'elle se déploie de manière décisive au sud du Litani et évidemment, notre contribution au mécanisme de supervision du cessez-le-feu. C'est l'action des États-Unis d'Amérique et de la France qui a permis d'obtenir ce cessez-le-feu que d'aucuns pensaient impossible il y a quelques semaines. Nous sommes ensemble engagés dans ce processus de suivi et ce mécanisme donc de supervision, et nous y apportons notre crédit. Là aussi, fierté française et détermination française.

Il nous faut aussi continuer ce travail avec patience et humilité, et je remercie le concours de tous nos militaires à la fois dans ce mécanisme de supervision comme au sein de la FINUL, mais il nous faut aussi aller plus loin et réussir le processus politique. Jean-Yves LE DRIAN continue ses bons offices et a été encore ces dernières semaines sur place, et nous souhaitons, aux côtés de l'ensemble des forces politiques libanaises, qu'un président puisse enfin être élu lors de la session du 9 janvier qui a été programmée ou pour la suite, car c'est le choix décisif qui permettra seul la reprise pleine et entière d'une souveraineté libanaise, et donc la possibilité ensuite de former un gouvernement capable de mener les réformes nécessaires. La France, avec constance, s'est engagée ces dernières années, avec exigence et lucidité. Nous sommes là, nous avons été là pour obtenir ce cessez-le-feu, et nous serons là dans la durée pour obtenir cette transition.

En Syrie, soyons fiers de n'avoir jamais cédé à la facilité de croire que le dictateur pouvait être réhabilité. Restons fidèles aussi à notre engagement, jamais démenti depuis 2011, pour une Syrie souveraine, libre et respectueuse de sa pluralité ethnique, politique et confessionnelle. Nous serons fidèles à nos alliés dans la lutte contre l'État islamique, et je l'ai dit ici avec force, car nous savons aussi la dette que la France a à l'égard de l'ensemble des forces démocratiques syriennes et de combattants de la liberté comme les Kurdes, qui, à nos côtés, dans des années si difficiles, ont eu le courage de lutter contre les groupes terroristes. Nous ne les avons pas abandonnés quand d'aucuns leur tournaient le dos en 2018, nous ne les abandonnerons pas davantage dans le processus en cours. Et nous sommes vigilants sur le cours de la transition politique qui débute.

Monsieur le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, et je l'en remercie, s'est rendu avec sa collègue allemande à Damas il y a quelques jours, et il a très clairement rappelé nos attentes : intégrer toutes les composantes de l'opposition à l'ancien régime, assurer la sécurité des réfugiés pour leur retour en Syrie, poursuivre la lutte contre le terrorisme avec clarté, et démanteler toutes les structures de production d'armes chimiques et les réseaux de production et de trafic de drogue. Nous souhaitons que la nouvelle Syrie participe, en effet, à la sécurité et à la stabilité régionale, et c'est dans cet esprit que nous organiserons au printemps une troisième édition de la conférence de Bagdad pour faire de nouveaux projets concrets à l'échelle régionale dans l'intérêt de tous pour la paix et la sécurité.

Au fond, l'agenda que nous poursuivons, en Irak comme en Syrie, est celui de la défense à la fois de la souveraineté de chacun de ces pays, mais aussi du modèle pluraliste qui est constitutif de ces derniers.

Mais au fond, au-delà de ces crises, on voit bien que le défi qui nous est posé dans la région et au-delà est l'Iran. C'est le principal défi stratégique et sécuritaire pour la France, les Européens, toute la région et bien au-delà. L'accélération de son programme nucléaire nous amène tout près du point de rupture. Son programme balistique menace le sol européen et nos intérêts. L'Iran est d'ores et déjà impliquée dans la guerre de la Russie contre l'Ukraine par un soutien militaire affirmé et totalement identifié. Son soutien au groupe dangereux sur tous les terrains de confrontation au Moyen-Orient, ses tentatives de déploiement en Afrique amplifient encore ce danger à travers ce qu'on appelle ses proxys, et la pratique de terrorisme revendiqué se poursuit. Et donc dans ce contexte, la question iranienne est sans doute l'une des principales sur lesquelles nous allons réengager le dialogue avec la nouvelle administration américaine et sur lequel, au fond, la vision de la France est, là aussi, constante depuis 2018.

Et souvenez-vous, lorsque les États-Unis d'Amérique ont décidé de dénoncer le JCPOA, qu'ils avaient eux-mêmes promu, la France avait une vision simple : nous devons aller vers un accord plus large. C'est aujourd'hui la ligne que nous portons. L'Iran est un risque si nous la laissons hors du cadre. Et il nous faut, sur la question du nucléaire, sur la question de l'activité balistique, sur les manœuvres de déstabilisation régionale, avoir, en effet, une discussion d'ensemble et bâtir des solutions vérifiables, irréversibles.

Ceci exige d'engager tout à la fois la nouvelle administration américaine et les principaux pays de la région. L'Europe est crédible parce qu'elle est constante en la matière. La France, mais avec elle, ses principaux partenaires, nous n'avons pas varié durant ces dernières années. Nous étions plus exigeants avant même les accords de 2015, nous avons contribué à les durcir. Nous aurons d'ailleurs, dans les prochains mois, à nous poser la question d'utiliser, et nous y sommes prêts, les mécanismes de rétablissement des sanctions d'ici à octobre prochain, mais il nous faut engager plus large pour avoir justement un traité plus exigeant. C'est à mes yeux l'un des sujets prioritaires de la discussion stratégique avec les États-Unis d'Amérique et pour toute la région.

Je viens de parler de l'Iran, notre autre grand défi sécuritaire et stratégique est bien évidemment la Russie, avec la guerre en Ukraine et au-delà. Là aussi, je le sais, une fatigue parfois se répand : fatigue du soutien à l'Ukraine, doute qui dissout les bonnes volontés, qui met en cause les montants et le sens de notre aide. J'ai vu beaucoup de commentaires ces derniers mois pour dire que l'arrivée du Président TRUMP, ce serait la fin de tout, des solutions rapides et autres.

D'abord, je veux vous dire que, là aussi, nous essayons d'être constants, et cela paye, et que nous nous sommes engagés dans la bataille diplomatique, car rien n'est jamais écrit. La France a eu à organiser le premier échange entre le Président TRUMP et le Président ZELENSKY, ici même à Paris en décembre dernier, qui a permis d'identifier tous les défis de ce qui s'y jouent, la réalité du conflit sur le terrain et la nécessité d'apporter des réponses qui prendront sans doute un peu plus de temps qu'il n'était au début anticipé, ce qui est une bonne chose.

Je veux, ici, dire pourquoi ce qui se joue en Ukraine est si important. Parce que cela concerne en quelque sorte la sécurité internationale et les intérêts très directs des Européens et des Français. La sécurité internationale d'abord, parce que se joue là un révisionnisme et un impérialisme désinhibés. Si on laisse une puissance internationale revoir les frontières internationalement reconnues sans réaction, et le droit international à être foulé aux pieds et par une fatigue, parce que ça nous coûterait cher, ou parce que ceci ou parce que cela, accepter en quelque sorte de transiger, bon courage pour la suite.

Parce que ça veut dire que simplement, la crédibilité de tous sera battue en brèche. Et donc se joue là la crédibilité de l'ordre international et de ces règles. Mais surtout parce que ces dernières années, la Russie a accéléré son agressivité et aussi changé la nature de son agressivité à l'égard des Européens et d'une bonne partie de la planète. Changement radical dans ce comportement en matière de doctrine nucléaire, qu'elle a fortement durci, dans la menace portée à ses voisins. Ce n'est pas totalement une nouveauté, car nous avons vu ces dernières décennies monter la tension. Elle est maintenant beaucoup plus claire, beaucoup plus explicite. En Arménie, où la Russie, en changeant brutalement d'alliance, a soutenu les actions de l'Azerbaïdjan, parce que pour la première fois, elle avait un premier ministre avec courage qui lui tenait tête. En Géorgie, où elle a, de manière évidente, déstabilisé le processus électoral et falsifié ce dernier. En Moldavie, où elle a tenté la même chose, échouant. Et je salue le courage et la détermination de la Présidente Maia SANDU. A nous, collectivement, d'être vigilants pour les élections législatives qui viennent dans quelques mois. Et je pourrais aussi, ici, reparler des élections roumaines où la Russie n'a pas été frileuse pour manipuler le processus électoral dans un des pays membres de l'Union européenne. Elle a, à travers ses essais multiples, menacé le sol européen en montrant sa capacité claire à l'atteindre avec des technologies avancées, multiplié les perturbations aussi dans l'espace cyber, et elle a de facto décidé de mondialiser le conflit ukrainien. Il n'y a qu'une puissance escalatoire en Ukraine, c'est la Russie.

En associant l'Iran, comme je l'évoquais, pour produire des composantes, en ayant une approche avec beaucoup de composantes chinoises sur des structures duales, et c'est le dialogue exigeant que nous avons avec la Chine, et de facto en impliquant la Corée du Nord dans le conflit. Là aussi, qui eut cru il y a même 5 ans que la Corée du Nord viendrait s'impliquer dans un conflit sur le sol européen. Nous en sommes là et c'est la responsabilité de la Russie. Et donc, en quelques semestres, la nature du conflit a profondément changé et c'est la responsabilité totale de la Russie.

C'est pourquoi ce que nous disons ici même en février dernier est sans doute encore plus vrai aujourd'hui. Nous ne pouvons pas, comme Européens, laisser gagner la Russie en Ukraine. Nous ne le pouvons pas pour l'ordre international, nous ne le pouvons pas pour notre propre sécurité. Et donc la question n'est pas de savoir si ou cela, la question est de savoir comment nous organiser pour, en effet, tenir dans la durée, permettre aux Ukrainiens de résister et d'être dans les meilleures conditions pour pouvoir négocier une paix durable. C'est-à-dire une paix qui sera voulue, conçue avec les Ukrainiens, et qui permet, là aussi, de trouver les voies et moyens d'encadrer cette menace russe pour nous tous Européens.

Là-dessus, n'ayant aucune illusion, et je crois qu'elle apparaît de plus en plus clairement à tous, il n'y aura pas de solution rapide et facile en Ukraine. Le nouveau président américain sait lui-même que les États-Unis n'ont aucune chance de gagner quoi que ce soit si l'Ukraine perd, et je vais le dire de manière très simple, en quelque sorte, en quelques lignes : aucune solution ne doit être trouvée en Ukraine sans les Ukrainiens, aucune solution ne doit être trouvée pour la sécurité en Europe sans les Européens, aucune solution rapide qui signifierait la capitulation de l'Ukraine ne saurait être bonne pour les Européens et les Américains.

Une fois qu'on a ces principes simples en tête, il nous faut nous mettre en capacité, quels que soient les scénarios, d'apporter un soutien durable à l'Ukraine pour pouvoir résister, être dans les meilleures situations pour pouvoir négocier. Et au fond, les États-Unis d'Amérique ont à nous aider pour changer la nature de la situation et convaincre la Russie de venir à la table des négociations. Les Ukrainiens ont à mener des discussions réalistes sur les questions territoriales et eux seuls peuvent les conduire. Et les Européens ont à construire des garanties de sécurité qui seront leurs responsabilités au premier rang, car c'est une réalité géographique et géopolitique.

Tout ça me conduit, au fond, quand on regarde le moment, à constater, ensemble, que nous sommes face à un changement profond de l'environnement stratégique qui est le nôtre. La guerre en Europe, la Russie qui a complètement transformé son industrie de guerre et qui produit aujourd'hui autant que la totalité des Européens. On a fait beaucoup, on a fait cette économie de guerre, on s'en est félicités, mais nous sommes très loin de ce que nous devons faire, nous, Européens. La totalité des Européens, c'est un effort de production, d'industries de défense de base technologique que celui de la Russie. Les États-Unis accélèrent cet effort et ont des discussions stratégiques de plus en plus désinhibées. La Chine continue de produire un arsenal, là aussi, dont la magnitude n'est pas à notre échelle, soyons lucides. Et donc, dans ce contexte, la France a des atouts. Celui d'avoir anticipé cette transformation par un réinvestissement depuis 2019, Mais très clairement, il y a une accélération, une transformation de la menace et un changement profond de l'environnement stratégique qui est proliférant, escalatoire et désinhibé. Et il l'est dans tous les domaines.



J'aurais pu évoquer ici, au-delà de cela, le maritime, le spatial et le cyber. Et donc, il nous faut ici réagir. La France a l'arme nucléaire, une armée forte, qu'elle a réparée et qu'elle a projetée vers l'avenir avec une stratégie d'innovation. Nous avons une alliance, l'OTAN, qui doit s'adapter aux menaces dans l'espace euro-atlantique sans chercher à se déployer au-delà, au risque sinon de diluer ses moyens. Et nous avons une Union européenne qui doit continuer à gagner en robustesse. Au fond, tout ce que j'évoquais tout à l'heure, nous avons, sous impulsion française, réussi à faire passer en Europe ce pilier européen de la défense, c'est très bien, mais ce n'est déjà pas assez.

Et donc, il faut aller maintenant beaucoup plus vite et beaucoup plus fort. Sur beaucoup de ces axes stratégiques, nous avons vu juste, mais il y a une telle accélération et transformation de la menace qu'il nous faut durcir notre position et aller beaucoup plus loin. L'adoption de la boussole stratégique, la volonté d'engager davantage sur notre base industrielle et technologique de défense, le lancement de l'initiative européenne d'intervention, l'accélération de programmes industriels ambitieux, tout cela était nécessaire, il nous faut maintenant aller plus loin. D'abord avec un programme massif d'investissements européens et d'assumer une préférence européenne. Au moment où nous discutons ce fameux programme dit EDIP, je le dis très clairement, la question n'est pas de savoir s'il faut tel plafond, tel plancher. On continue à parler comme il y a 10 ans. La question est de savoir si les Européens veulent, pour les 20 ans qui viennent, produire ce qui sera nécessaire à leur sécurité ou pas.

Il y a fort à parier que dans 15 à 20 ans, la priorité américaine sera leur propre défense et sera beaucoup plus autour de la mer de Chine et dans cette région qu'aux confins de l'Europe. Si nous dépendons de la base industrielle et technologique de défense américaine, alors, nous aurons de cruels dilemmes et des dépendances stratégiques coupables. Nous devons, nous, Européens, produire davantage nos propres capacités. Alors, on a commencé à le faire avec des initiatives, avec nos amis allemands, britanniques, italiens, avec l'initiative ELSA, avec plusieurs partenaires européens. Mais il nous faut davantage d'ambition et une vraie préférence européenne dans nos programmes. Il nous faut aussi aller beaucoup plus loin à l'échelle européenne, plus d'investissements au sein de l'Union européenne et aussi plus d'ambition au sein de la communauté politique européenne qui doit être un lieu de construction, de coopération, de défense. Pourquoi ? Parce qu'il est à l'échelle du continent. Et ce n'est pas le même message ni la même grammaire que celle de l'OTAN. La communauté politique européenne que la France a proposée en 2022, qui est aujourd'hui une réalité, nous devons la durcir sur le plan militaire et stratégique parce que c'est le bon périmètre pour faire travailler ensemble les Britanniques, les Européens de l'Union européenne, les Ukrainiens, les Moldaves, l'ensemble des Balkaniques et les Norvégiens, c'est-à-dire des pays qui, aujourd'hui, sont face au même défi stratégique et qui ne sont pas forcément tous dans les mêmes enceintes géopolitiques. La communauté politique les rassemble parce que, comme Européens, ils ont ce défi stratégique à embrasser.

Enfin, parlons de notre sécurité, je veux ici avoir un mot pour l'immigration. Oui, protéger les Françaises et les Français, leur sécurité, c'est protéger nos frontières. J'ai eu l'occasion ici, à plusieurs reprises d'y revenir, et je veux en dire un mot. En effet, l'Europe, ces dix dernières années, a été bousculée par plusieurs phénomènes migratoires. Elle a vécu elle-même une crise politique profonde dans plusieurs pays et dans sa capacité à coopérer. Mais elle a aujourd'hui des instruments et nous avons une mobilisation collective à avoir qui doit nous permettre d'être à la hauteur de ce défi. D'abord, sous présidence française, nous avons réamorcé le dialogue européen sur la question de l'asile et de l'immigration. En effet, en prenant l'initiative d'une approche graduelle, nous sommes sortis de la crise qui bloquait complètement depuis 2015 l'avancée des textes européens, et le pacte asile-migration est une avancée majeure pour les Européens en termes de capacité à affronter justement ce défi.

C'est la fin de l'hypocrisie d'un système qui laissait certains en première ligne, la fin de l'égoïsme avec l'idée qu'il ne peut y avoir de cavalier seul et que chacun doit prendre sa part. La fin des postures aussi en assumant l'inconditionnalité de l'asile pour mieux garantir son effectivité et en traquant la fraude, les abus, les contournements qui rongent ce système. Avec ce pacte, on s'est aussi dotés de moyens de contrôle et d'enregistrement à l'arrivée sur le sol européen et de suivi, mais aussi de mécanismes plus efficaces de retour. C'est pourquoi la stratégie de la France dans ce contexte est d'accélérer la mise en œuvre du pacte asile-immigration, de le compléter, de le renforcer sur les retours, d'utiliser tous les leviers européens pour favoriser la coopération avec les pays tiers et la réelle mission, et en continuant à renforcer la protection des frontières extérieures de l'Union européenne.

Toute cette réponse au niveau européen, c'est ce que, sous l'autorité du Premier ministre, du ministre de l'Intérieur, et du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, et l'ensemble des collègues porteront dans les enceintes européennes. Nous croyons dans cette approche organisée, volontariste. Je vais être clair, j'entends parfois parler d'approches innovantes en Europe. Je serai très prudent sur ces approches qui, bien souvent, ne sont pas conformes au droit européen qui est le nôtre ou aux conventions que nous nous sommes données à nous-mêmes. Mais surtout, quiconque les a vues marcher, je suis très preneur. Ce n'est pas vrai. Ce qui a été efficace en Europe, c'est ce dont je suis en train de parler, c'est-à-dire une approche européenne coopérative et exigeante.

Les approches nationalistes ne marchent pas, en particulier pour la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, qui, jusqu'à changement plus radical, ne sont pas des îles, et donc, sont dépendantes de la coopération avec les pays limitrophes. Ce qui fonctionne, ce qui produit des résultats, c'est une approche européenne plus exigeante : protection de nos frontières, suivi des migrations et des flux secondaires au sein de l'Union européenne et dialogue plus exigeant avec les pays d'origine et les pays tiers. Ce n'est pas d'aller rapatrier des gens vers des pays qui ne les ont jamais vus, ce n'est pas d'aller, en quelque sorte, brandir des menaces au droit international, ce n'est pas vrai. C'est ce qu'on est en train de faire et ce sur quoi les ministres sont engagés, soir et matin, pour justement protéger les Françaises et les Français. Mais là aussi, nous devons, nous, pour nous-mêmes, être plus exigeants et plus cohérents. Je crois qu'il faut savoir écouter les Français dans leur exigence, ce qui me paraît de bon sens et que nous partageons.

Nous voulons mieux intégrer, mieux accueillir, mais les peuples exigent de reprendre le contrôle et nos compatriotes au fond ne comprennent plus que, alors même que nous avons des gens dangereux sur notre sol, qu'on veut pouvoir les expulser et qu'ils ne sont pas repris par certains pays, à qui on devrait délivrer des visas sans exigence. Vous conviendrez avec moi que le bon sens contrevient à ce précepte. C'est parfois ce qu'on fait encore un peu. Alors, la méthode radicale et aveugle ne marche pas bien. On l'a testée dans certains pays. La lucidité, là aussi, doit nous conduire à voir qu'au fond, il faut simplement avoir un engagement extrêmement précis, rigoureux, mais qui consiste à être beaucoup plus exigeant avec les pays pour qu'ils coopèrent davantage sur ces politiques. Sous l'autorité du Premier ministre, les ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur auront un travail, et je souhaite qu'il y ait une coordination très étroite entre les ambassades, les services de consulat et notre ministère de l'Intérieur, et nos préfets, pour que, là aussi, on mette d'abord en œuvre le rapport HERMELIN, qui, je crois, dit très précisément les choses tout à fait pertinentes pour cette stratégie, et réussir à avoir une exigence, de regarder en quelque sorte notre politique consulaire, en ciblant les effets qu'on cherche à certains publics, qui généralement nous permettent d'avoir des réactions plus rapides et pas toucher les binationaux ou les gens qui participent à la vitalité de la relation bilatérale.

Mais d'être plus exigeants avec certains pays qui ne délivrent pas les laissez-passer consulaires qui sont attendus pour que nous ayons une politique migratoire efficace. On ne peut pas accepter dans la durée quand il y a une non-coopération sur ce volet-là. Je demande donc vraiment une très grande exigence, des résultats en la matière.

Nous devons continuer d'être un pays attractif ; on veut continuer d'attirer les talents ; on veut continuer d'avoir une immigration choisie ; on veut continuer d'avoir une aide publique au développement qu'on a d'ailleurs augmentée, un vrai volontarisme ; on veut continuer d'avoir justement cette circulation de tous ; mais il faut le faire en ayant une certaine exigence et lucidité, et savoir parler aussi à des pouvoirs quand ils ne jouent pas le jeu sur les laissez-passer consulaires pour des irréguliers qui sont sur notre sol.

Ce travail est indispensable et c'est celui pour lequel, je sais, le Gouvernement est profondément engagé. Au-delà de l'immigration, nous continuerons de renforcer aussi la lutte contre tous les réseaux de criminalité, en particulier les narcotrafiquants, là aussi pour laquelle la coopération est absolument indispensable en la matière.

Le deuxième axe et la deuxième priorité sur laquelle j'attends beaucoup de vous, de nous pour cette année, c'est la prospérité, la croissance de la France et de l'Europe. Là-dessus, beaucoup de choses ont été dites, et je ne vais pas être long dans le constat, mais l'Europe qui a beaucoup fait ces dernières années pour continuer d'avancer, de se réformer, est face à un vrai risque de décrochage face aux États-Unis d'Amérique et à la Chine.

Les rapports de LETTA, le rapport DRAGHI, beaucoup de rapports d'économistes éminents en France et ailleurs, l'ont identifié. Il y a aussi tous les chiffres qui peuvent être convoqués. Un seul suffit à l'éclairer. Je parlais du quart de siècle. En 25 ans, le PIB par habitant américain a cru deux fois plus vite que le PIB par habitant européen. Les États-Unis d'Amérique sont mieux positionnés en termes d'investissement et de masse d'investissement que les Européens sur les technologies vertes, l'intelligence artificielle et l'industrie de défense. On peut avoir les esprits de défaites : on est foutus, c'est fini, et achetons américains au fond. Je dois dire parfois que dans les comportements ou dans les évidences que certains défendent, on en est là. Je vous le dis, je pense qu'il n'y a aucune fatalité en la matière.

Pourquoi l'Europe serait le vivier de talents qui vont travailler en Californie, la caisse d'épargne des bourses étrangères, nous qui sommes le continent qui a le plus d'épargne, et le marché final de la Chine ? C'est un choix. C'est un choix stratégique. La voie que porte la France, c'est de faire l'inverse. C'est de se dire, au fond, ce Marché unique qu'on a créé n'est pas simplement le triomphe des consommateurs, mais c'est une force de frappe. Nous avons 450 millions d'habitants au sein de l'Union européenne. Les États-Unis d'Amérique, c'est 350 millions d'habitants. Mais on l'a toujours regardé, comme au fond, une forme d'ajustement.

On a ouvert notre marché pour obtenir les grâces des autres. On a dit : On va acheter américain pour la défense, c'est notre ombrelle. On va essayer d'être gentil avec les Chinois parce que c'est un marché de débouchés, puis maintenant, on les laisse rentrer. Mais il n'y a aucune fatalité à ça. Le réveil stratégique européen qu'on a commencé avec les notions que j'explicitais tout à l'heure, avec ce que je commençais à dire sur la question de défense, il doit être radical sur la possibilité d'une prospérité européenne et française, sans naïveté. C'est d'ailleurs le seul moyen d'être respecté par les Américains, les Chinois et les grands émergents. Aussi longtemps que nous leur tiendrons un discours qui est le contraire de ce qu'ils font pour eux et chez eux, nous serons vus comme les grands naïfs de l'histoire. Au fond, des gens qui sont déjà en train de disparaître. Ils savent qu'on est déjà en train de vieillir, que nous produisons moins qu'eux d'énergie, que nous l'achetons plus chère. Ils sont en train de se dire « et en plus de ça, ils sont gentils. » Ce n'est pas un métier d'être gentil. Et en tout cas, ce n'est pas comme ça qu'on construira notre avenir. En la matière, je propose d'avoir une stratégie européenne et une stratégie française. La stratégie européenne, elle tient en quelques mots, et c'est pour moi l'agenda de 2025 et au-delà, mais c'est en 2025 que se joueront beaucoup de choses avec la Commission qui arrive. Les États européens ont un rôle clé, car je le rappelle, l'impulsion est donnée par le Conseil et c'est exécuté par la Commission. Je réunirai, en février, plusieurs collègues ici et dès le mois de mars, nous allons porter cette ambition pour avoir, justement, une Europe qui répond à ces défis.

Point numéro un de cette stratégie européenne, la simplification. Nous avons un immense problème et là, il faut faire notre mea-culpa collectif, nous y avons tous coproduit ces dernières années. L'Europe s'est désynchronisée avec le reste du monde, parfois avec les meilleures intentions, mais on investit moins, on innove moins, mais on surlégifère. Cela ne marche pas du tout. On surlégifère à peu près dans tous les domaines. Nous devons resynchroniser l'agenda réglementaire européen. On légifère avec les meilleures intentions du monde. Nous avons, nous-mêmes, porté certaines régulations avec de très bonnes intentions, et j'en partage la philosophie. Mais dans le moment que nous vivons, nous devons, en quelque sorte, savoir les suspendre tant qu'on n'a pas retrouvé, la capacité à rentrer dans la compétition. Sinon, on sera balayés du champ de l'innovation. Donc simplification qui doit aller beaucoup plus loin qu'un simple toilettage. On doit faire une pause réglementaire massive, mais on doit revenir sur des réglementations, y compris récentes, qui entravent notre capacité à innover. Il faut simplement regarder de manière très lucide où on en est, ce qui permet d'avancer ou pas. C'est cette exigence que nous devons avoir à l'égard de l'Europe.

Sur la simplification, le deuxième élément, s'appelle le Marché unique. On doit aller au bout du Marché unique pour avoir un vrai marché domestique pour nos entreprises. On a un levier de croissance formidable qui ne coûte pas un euro d'argent public, c'est de lever les barrières entre les 27 pays membres. Dans tous les domaines où ça existe déjà, on doit l'accélérer. Si on veut que nos startups, nos géants, nos champions de l'intelligence artificielle soient dans la compétition internationale, il faut juste que leur marché domestique ne soit pas le marché français, mais le marché de l'Union européenne. Approfondissement du marché européen, c'est exactement la clé aussi en matière de numérique, en matière d'énergie, de télécommunication.

Sur ces domaines clés, on doit casser les règles entre les 27 et les harmoniser beaucoup plus rapidement. On doit aller beaucoup plus vite sur un Marché unique de l'énergie et l'interconnectivité, les interconnexions électriques, c'est une priorité pour la croissance européenne, car aujourd'hui, nous payons notre non-compétitivité électrique en la matière, enfin plutôt énergétique, alors même que les Européens ont des capacités de renouvelable et de nucléaire, simplement, nous ne savons pas les mutualiser et les faire circuler librement au bon coût sur notre sol. Le marché unique est un élément de simplification décisif.

Le deuxième élément de la stratégie européenne, c'est de repenser le commerce. Je le disais tout à l'heure, parce que nous avons été trop naïfs. Repenser le commerce, c'est d'abord savoir nous protéger et assurer la loyauté des échanges. En septembre 2023, quand je m'exprimais devant vous, je défendais déjà cet argument en parlant des véhicules électriques chinois. Je me souviens très bien, je parlais devant vous des différences de taxation qu'il y avait entre la Chine et l'Europe. C'est une très bonne chose que la Commission européenne s'en soit saisie. Je défends totalement ce que la Commission a fait sur les véhicules électriques. Ça a été un signal très fort. Nous, nous continuerons d'être aux côtés de nos producteurs qui ont subi les mesures de rétorsion, que nos producteurs de cognac et d'armagnac sachent la mobilisation de l'ensemble du Gouvernement de la France. Le ministre le sait bien, et je remercie Jean-Pierre RAFFARIN qui a fait l'une de ses multiples missions de bons offices avec nos ministres en la matière, et on continuera d'avancer. Le Premier ministre aura l'occasion de se rendre en Chine pour obtenir l'avancée sur ce sujet. Mais on a raison de faire ça. S'il n'y a pas de loyauté des échanges, il n'y a pas la possibilité de produire de manière compétitive sur le sol européen. C'est simplement ce que font les Chinois et les Américains pour eux-mêmes. L'Europe a commencé à rentrer dans cette dynamique. Nous devons aller plus loin et défendre un contenu européen dans notre production.

Sur les véhicules électriques, ce n'est pas suffisant, ce qu'on a fait, parce que sinon, les constructeurs iront chercher des sous-traitants chinois et iront assembler en Europe. Mais on doit défendre dans chaque portion des grandes chaînes de valeur, la capacité à produire européen. Cette idée, je vous rassure, n'est pas résolument hétérodoxe. Elle n'est pas crypto-marxiste et elle n'est pas contraire au commerce international. C'est tout simplement ce que, depuis des décennies, font les États-Unis d'Amérique, pour eux-mêmes et avec leurs partenaires au sein de l'ALENA. Simplement, nous, on se l'est interdit à nous-mêmes. Au fond, on se dit, ce qui serait peut-être une bonne idée, mais moi, je n'ai toujours pas compris, au moment où les règles de l'OMC ne sont plus respectées ni par la Chine ni par les États-Unis d'Amérique, nous, on va continuer de le faire, mais tout seul. Ça ne marche pas.

Donc, réveillons-nous, regardons ce qui est fait. Et on doit défendre par notre politique commerciale et assurer justement un niveau de compétition qui soit équitable, loyal, et on doit défendre un contenu européen, c'est indispensable.

On doit être cohérent et avoir un agenda européen, commercial, qui est cohérent avec notre agenda réglementaire et climatique. Et mettre des mesures qu'on appelle clauses miroirs ou des mesures de sauvegarde qui nous permettent de défendre cet agenda. Je ne sais pas expliquer qu'on réduise la capacité de nos producteurs, par exemple dans le domaine de l'agriculture, à utiliser certains produits phytosanitaires et en même temps ouvrir des accords de libre-échange à des puissances qui ne les utilisent pas pour qu'ils viennent dans notre marché. Quand on ne sait pas l'expliquer à quelqu'un dans la rue, c'est généralement mauvais signe. Donc c'est une mauvaise idée. C'est pourquoi la France a défendu, par exemple, le CETA, l'accord avec le Chili, l'accord avec la Nouvelle-Zélande, parce qu'ils ont des clauses miroirs substantielles, parce qu'ils ont des mesures de sauvegarde qui nous permettent de réguler les choses en cas de déséquilibre. Mais au vu des informations qui nous ont été données sur le Mercosur, ces dispositions n'existent pas aujourd'hui dans cet accord. Il n'y a pas de clauses de sauvegarde si certains marchés sont déstabilisés. Il n'y a pas de vraies clauses miroirs. Et donc on doit aujourd'hui être beaucoup plus exigeants. Ce n'est qu'une signature et je vous rassure, là aussi, pour tous ceux qui pensent que tout serait perdu et que c'est un effacement de la France que la Commission ait signé l'accord avec le Mercosur. La longévité me donne un privilège, c'est d'avoir peut-être un peu de recul. J'ai déjà signé un accord Mercosur, plus exactement assisté à une signature au G20 d'Osaka. Il a ensuite été balayé parce que les mêmes qui l'avaient signé n'ont pas respecté ce qu'ils avaient dit qu'ils feraient. C'était le début du Brésil de Monsieur BOLSONARO. Donc, je vous rassure, la messe n'est pas dite, dirais-je en bon laïc, dans ce palais républicain. On continuera de défendre avec force la cohérence de nos engagements, et donc, politique commerciale cohérente.

Les Européens doivent regarder les critères de sécurité nationale pour leur politique commerciale. L'approche américaine doit nous inspirer. L'approche chinoise doit être regardée. Nous ne pouvons pas être les seuls à considérer que quand on parle de télécommunications, d'opérateurs, quand on parle de tas de secteurs. La mobilité et les véhicules assistés aux États-Unis d'Amérique, c'est un critère de sécurité nationale, ce qui leur permet de contrôler l'accès à leur marché des véhicules électriques et de certains dispositifs d'assistance. Ça se regarde. Si ça l'est pour les Américains, ça doit peut-être l'être pour les Européens. Là aussi, nous avons besoin d'un vrai réveil et d'une plus grande lucidité.

Troisième élément, c'est d'assumer une politique industrielle et d'innovation. Donc simplifier, avoir une politique commerciale qui change de nature et qui protège, et avoir une vraie politique industrielle et d'innovation. Là aussi, ces 7 dernières années, on a transformé les choses. Politique industrielle était un gros mot en Europe. Sous le premier mandat d'Ursula VON DER LEYEN, avec le travail remarquable de Thierry BRETON, on a lancé des politiques industrielles communes. Semi-conducteurs, batteries, hydrogène, on a eu des vrais projets européens, c'est une bonne chose.

Il faut qu'on aille beaucoup plus loin et beaucoup plus fort sur l'intelligence artificielle, les cleantech et la défense. Dans tous ces domaines, on doit avoir une politique européenne industrielle et d'innovation plus volontariste et beaucoup plus ambitieuse. À ce titre, la France aura à accueillir le 10 et 11 février prochain le sommet sur l'intelligence artificielle. Un sommet pour l'action, nous l'avons appelé. Alors, ce sommet va permettre d'avoir une conversation internationale sur l'intelligence artificielle. Il y aura en particulier le premier ministre MODI qui, à cette occasion, enchaînera sur une visite importante dans notre pays et parce que nous voulons mener justement, un dialogue avec toutes les puissances sur l'intelligence artificielle, États-Unis d'Amérique, Chine, mais aussi des grands émergents comme l'Inde, qui ont un rôle clé à jouer, et les puissances du golfe.

Au-delà de cette conversation de ce que nous voulons faire pour l'intérêt public, avec une fondation que nous allons mettre en place et toute une série de sujets sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir, le cœur, pour moi, de ce sommet, ce sera l'innovation et la capacité à attirer les talents. Et c'est de remettre les Français et les Européens au cœur de la bataille pour l'intelligence artificielle. Formation, investissement et, sur tous les segments de la chaîne de valeur, de dire que nous avons un rôle à jouer, mais que, pour cela, il nous faut investir davantage et réussir à continuer de former. On a déjà beaucoup d'atouts, mais il faut passer à l'échelle. Former, investir, déployer. Je veux utiliser avec vous tous, et la mobilisation de tout le réseau diplomatique en vue de ce sommet de l'intelligence artificielle, notre capacité à porter une stratégie française et européenne pour l'intelligence artificielle pour les années qui viennent.

Le quatrième et dernier axe de cette stratégie européenne de croissance et de prospérité, c'est les investissements et le budget. Tout ça, on ne peut le faire qu'en investissant beaucoup plus. Nous devons préempter la discussion budgétaire dès maintenant, plus de ressources propres, des capacités à investir dans la durée et à emprunter sur les marchés, mais les Européens doivent investir davantage ensemble. Ce n'est pas simplement des aides d'État nationales qui fragmenteraient le marché unique. C'est une capacité des Européens à investir sur les priorités, sur les industries vertes, sur la défense, sur, justement, l'intelligence artificielle. Et le faire à l'échelle, c'est quasiment un doublement du budget qu'il nous faut faire. C'est ce que nous avons su faire pendant la période Covid. Et en quelque sorte, le défi n'est pas de même nature, mais il est au moins de même ampleur. C'est cela que nous devons bâtir.

Dans le même temps, mieux mobiliser l'épargne européenne : nous sommes le continent qui épargne le plus, simplement celle-ci n'est pas bien allouée et va vers d'autres. La clé de cela s'appelle la réforme des marchés de capitaux européens et d'avoir une vraie Europe de l'épargne et de l'investissement. Et là aussi, c'est un des chantiers prioritaires des prochains mois au niveau européen. Cette stratégie de prospérité européenne doit être consolidée par une stratégie française.

D'abord, c'est par une politique macroéconomique : nous avons depuis 7 ans des résultats établis en termes d'attractivité, de baisse du chômage, de réindustrialisation. Et je sais combien le Premier ministre veut consolider cette politique de l'offre et de l'attractivité et il l'aura l'occasion d'y revenir dans les prochains jours dans son discours de politique générale.

Deuxième axe, c'est de consolider notre attractivité avec les rendez-vous de « Choose France ». En mai prochain, nous aurons une nouvelle édition, elle continuera d'être très importante. Et je veux remercier l'ensemble des parties prenantes, Business France, BPI France, toute la team export, comme on dit en bon français, l'ensemble de nos réseaux là aussi qui sont mobilisés, car nous devons continuer d'attirer les investissements dans à peu près tous les secteurs et d'accroître l'attractivité de la France. Là aussi, c'est servir la prospérité française et l'ensemble des territoires français par cette capacité d'avoir une politique d'attractivité. Et grâce à votre mobilisation à tous, ces dernières années, nous avons pu créer des dizaines de milliers d'emplois dans tous les territoires du pays. Chaque année, je suis allé consacrer d'ailleurs ces investissements, il n'y a pas une région qui a été exclue par ces derniers, il nous faut poursuivre ce travail.

Donc politique macroéconomique de croissance et de l'offre, stratégie d'attractivité, stratégie de sécurisation de nos approvisionnements. Nous avons bâti une stratégie sur les minerais rares, les matériaux critiques, les terres rares, qui a été élaborée il y a deux ans. On est en train de la déployer. Je veux ici insister sur votre mobilisation à tous. Dans beaucoup des pays où vous êtes, il y a encore des capacités qui sont non exploitées et qui vont nous permettre de sécuriser toutes nos filières. Nous sommes loin d'avoir obtenu le résultat. Et si nous voulons une France plus indépendante et qui réussisse dans les années à venir face à ces grands défis, nous devons sécuriser sur le lithium, sur l'uranium, sur le cobalt, sur énormément, justement, de ces capacités.

C'est un véritable jeu diplomatique qui a commencé il y a plusieurs années avec une agressivité chinoise qui est connue de tous. Là aussi, nous avons su le faire ces dernières années par la politique que nous avons menée à l'égard de la Mongolie, par exemple, inédite, mais qui permet des premiers résultats : l'accord que j'ai lancé par le premier voyage qui avait été fait en Mongolie a été présenté au Parlement en décembre. Et donc de la Mongolie à beaucoup de pays de l'Amérique du Sud et de l'Afrique, nous avons des stratégies matériaux critiques, minerais rares à poursuivre. Et vraiment, je compte sur votre mobilisation et je demanderai, là aussi, que les ministres puissent revenir sur cette feuille de route.

Au-delà de ça, il faut continuer d'améliorer notre balance commerciale et de densifier notre politique d'accompagnement à l'export. Je tiendrai au mois de mai prochain un Conseil présidentiel du commerce extérieur et le Premier ministre aura l'occasion, avec les ministres compétents, de revenir sur chacune de ces filières. Mais même si nous faisons déjà beaucoup, le bilan commercial français n'est pas bon et nous le savons. Pourquoi ? D'abord parce que nous avons une dépendance énergétique. Elle est là. Et donc je le dis aussi pour tous ceux qui pensent que la stratégie de décarbonation de la France, du climat, serait une lubie de progressistes. Ceux qui veulent améliorer le bilan carbone du pays et en même temps réduire sa dépendance commerciale ne devraient avoir qu'une priorité, c'est baisser notre dépendance aux énergies fossiles. Il se trouve qu'on ne les produit pas, elles nous coûtent cher et c'est le cœur de notre déficit commercial. Donc tous mobilisés pour décarboner l'économie française, c'est le meilleur moyen d'améliorer la balance commerciale française. Ça remet aussi les choses un peu en place.

Deuxième élément : on a des filières avec encore un énorme potentiel à l'export. L'agroalimentaire est tiré par des fleurons, on le sait, vins et spiritueux et quelques secteurs. Mais des semences à beaucoup d'autres filières, on peut faire encore bien davantage : la filière santé, la filière énergie, la filière ville de demain et ville durable, les filières tech, etc., ont encore un potentiel à l'export qui est considérable, avec lequel je veux qu'on organise une stratégie filière et pays, qu'on re-balaye, parce que tout ça, c'est un travail qui a déjà été fait plusieurs fois, mais sur lequel on doit pouvoir faire encore bien mieux compte tenu des atouts qui sont aujourd'hui les nôtres et qu'on puisse aussi mettre tous nos instruments en tension.

Nous avons augmenté notre aide publique au développement, nous avons des crédits, quels que soient d'ailleurs les instruments de l'AFD, dont je salue la mobilisation, qui sont là. Je pense qu'on doit, là aussi, faire l'évaluation de tout ce qui a été fait ces dernières années. Et je ne peux pas dire que ce soit parfois un succès quand on voit des grands projets qu'on finance à grands frais, avec des opérateurs publics français et qui permettent à des opérateurs privés chinois ou autres de déployer leur offre industrielle. Là-dessus, il faut aussi qu'on resynchronise un peu les choses chez nous. Et donc, regardons le retour sur investissement pour nos propres entreprises, pour nos propres filières. Il n'y a pas de fatalité. En tout cas, je pense que dans une ère d'argent rare dans laquelle nous sommes et nous allons continuer d'être, il est clair que nous devons mobiliser tous les canaux côté financement pour maximiser cet impact. C'est indispensable.

Pour réussir cela et cette stratégie de prospérité, il nous faut diversifier nos partenariats. Là aussi, je ne serai pas exhaustif, mais je veux citer quelques points. On a des partenariats de croissance sur lesquels je veux qu'on réinvestisse. D'abord, nos amis britanniques. Nous tiendrons en 2025 un nouveau sommet franco-britannique pour une nouvelle ambition aux traités de Lancaster House et renouveler notre coopération stratégique. Il n'y a évidemment pas que les sujets économiques et pour moi, on doit, avec nos voisins britanniques, faire encore bien davantage.

Le deuxième, c'est l'Europe au sens large. Je parlais tout à l'heure de communauté politique européenne en parlant des aspects stratégiques, mais c'est un potentiel de croissance économique qu'il nous faut bien mieux mobiliser. Et soyons lucides, au moment du dernier acte d'élargissement massif que nous avons porté, la France a beaucoup moins bénéficié de l'élargissement que nos voisins allemands. Nous avons été moins bien organisés et moins volontaristes. Mais il n'y a pas de fatalité à ça. L'Europe réunie, c'est 700 millions d'habitants et donc de consommateurs. C'est un marché relativement homogène de gens plus riches que la moyenne mondiale. C'est une terre d'expansion et donc, je souhaite qu'au sein de la CPE, on ait aussi une stratégie de croissance, de partenariat qui repose sur cette volonté de faire.

L'Indo-Pacifique, au-delà des sujets stratégiques et de ce que j'ai eu l'occasion de dire ces dernières années, est évidemment pour nous une terre de priorité. Je pense que la France y a une voix singulière. Depuis 2018, on a bâti une stratégie, elle est cohérente. Nous l'avons ensuite européanisée et c'est une stratégie qui aide à une forme d'indépendance à l'égard de la Chine, nombre d'États, sans être conflictuelle. Et nous avons, en quelque sorte, la beauté de la tierce partie. Nous ne sommes pas inféodés aux intérêts chinois dans la région, nous y sommes présents par nos territoires ultramarins, mais nous ne sommes pas dans une stratégie de confrontation et nous n'entendons pas y entrer, contrairement aux États-Unis d'Amérique. Nous avons un potentiel en Indo-Pacifique énorme, ce qui nous a permis d'ailleurs d'y bâtir des contrats de défense historiques. Le plus grand contrat de défense des dernières décennies de la France, bien supérieur en capacité, en retour sur l'industrie française, que feu le contrat AUKUS pour lequel nous avons eu une alliance de revers, c'est celui que nous avons bâti avec les Émirats arabes unis, qui est un contrat remarquable en termes stratégique et de défense. Mais au-delà des Émirats arabes unis, ce que nous avons avec le Qatar, avec l'Inde, avec l'Indonésie et avec beaucoup de puissance de la région, la capacité que nous avons à arrimer cette présence avec Djibouti et ce qui s'entoure est déterminante. Et donc, nous avons en Indo-Pacifique, en effet, encore un potentiel considérable, là aussi pour notre prospérité, dans tout le domaine des industries de défense, ce qui fait que je me rendrai à Singapour pour le dialogue de Shangri-La au printemps prochain, puis dans plusieurs pays de la région.

En Amérique du Sud, là aussi, soignant les affinités anciennes que nous avons, cherchant des accords mutuellement bénéfiques dans tous les secteurs, nous avons une stratégie de croissance à construire. C'est ce que nous avons, là aussi, relancé avec le Brésil du président LULA, ce que nous avons consolidé ces dernières années avec l'Argentine, et avec un fil conducteur, c'est justement l'industrie décarbonée et les métaux critiques. Ce continent a des potentialités. J'évoquais le Chili tout à l'heure avec les accords signés et que nous avons consolidés par la visite récente que j'ai pu y effectuer. Mais dans la plupart de ces pays, il y a des stratégies là aussi très cohérentes avec la nôtre. Et je pense en particulier aux accords justement de sécurisation d'approvisionnement que nous avons signés et de croissance décarbonée avec le Brésil.

Dans la péninsule arabique, nous devons amplifier notre stratégie d'investissements croisés. L'Arabie Saoudite a été l'occasion de le faire le mois dernier, mais nous avons là aussi des partenaires de confiance dans la durée avec lesquels nous avons plusieurs opportunités.

C'est dans cet agenda de prospérité et ces nouveaux partenariats que je veux évoquer le continent africain. Et je veux le faire là aussi avec beaucoup de reconnaissance pour tout le travail que vous faites et de clarté.

D'abord, nous avons un agenda qui doit sortir en quelque sorte des obsessions du passé. J'ai fait le maximum des efforts, et je continuerai de le faire, pour regarder les questions historiques, culturelles et mémorielles. Je crois que nous l'avons fait avec beaucoup de sincérité ces dernières années, et du travail inédit qui a été fait sur l'Algérie avec la commission Stora, en passant par le discours qui a été donné par le Ministre à Thiaroye pour le Sénégal, à la politique de restitution des œuvres d'art, conformément à l'agenda de Ouagadougou que j'avais évoqué. Nous avons, ces dernières années, profondément changé ce logiciel. C'est-à-dire que la France regarde son passé dans sa complétude : elle a nommé les choses et elle cherche à avoir une approche scientifique, historiographique, à la fois décomplexée et dépassionnée, et nous le ferons encore avec le Cameroun, avec le comité d'historiens que nous avons installé. J'assume totalement cette politique, elle est bonne. Je le dis en tant que Président, la République naît après la décolonisation : dans un continent qui à 75 % a moins de 25 ans, le dialogue avec l'Afrique ne peut pas être l'otage d'un panafricanisme de bon aloi contemporain qui utilise en quelque sorte un discours postcolonial en ayant d'ailleurs des soutiens de revers qui sont les impérialistes d'aujourd'hui. Cette espèce de combinaison, de faux intellectuels, manipulant les réseaux sociaux, utilisant le désarroi d'une jeunesse et les intérêts de la Russie ou d'autres en Afrique, soyons lucides, mais n'y cédon pas. Et donc, dans ce contexte-là, non, la France n'est pas en recul en Afrique, elle est simplement lucide, elle se réorganise. Je dis ça parce que quand je lis une bonne partie de notre presse et beaucoup de commentaires, les gens, regardant avec les lunettes d'hier, disent que c'est terrible, l'Afrique, on est en train de disparaître. Non, on a choisi de bouger en Afrique. On a choisi de bouger parce qu'il fallait bouger. 1) On a regardé notre relation passée, mémorielle, culturelle. On la factualise, on l'assume, on se dit la vérité, mais on ne cède rien à la désinformation et aux ingérences. 2) Nous avons une relation sécuritaire. Elle était de deux natures, en vérité. Il y a une partie, c'était notre engagement contre le terrorisme depuis 2013. On avait raison. Je crois qu'on a oublié de nous dire merci. Ce n'est pas grave, ça viendra avec le temps. L'ingratitude, je suis bien placé pour le savoir, c'est une maladie non transmissible à l'homme. Je le dis pour tous les gouvernants africains qui n'ont pas eu le courage vis-à-vis de leurs opinions publiques de le porter, aucun d'entre eux ne serait aujourd'hui avec un pays souverain si l'armée française ne s'était pas déployée dans cette région.

J'ai une pensée émue pour nos soldats qui, parfois, ont donné leur vie et pendant des années se sont battus. Nous avons bien fait. On est partis parce qu'il y a eu des coups d'État, parce qu'on était là à la demande d'États souverains qui avaient demandé à la France de venir. À partir du moment où il y a eu des coups d'État, où les gens ont dit : « notre priorité, ce n'est plus la lutte contre le terrorisme », c'est ceci ou cela, qu'importe, la France n'y avait plus sa place, parce que nous ne sommes pas les supplétifs de putschistes. Donc, on est partis. Et ensuite, on a décidé, ça, c'est le deuxième volet, de réorganiser notre présence militaire. Pourquoi ? Parce qu'on avait, en quelque sorte, une rémanence, et on nourrissait nous-mêmes un discours post-colonial. Parce que dans les pays d'Afrique francophones, il y avait cette histoire, et donc, on avait laissé une présence installée dans nos bases. Est-ce qu'elle avait encore une justification ? Plus tellement. Est-ce que c'était ça, le rayonnement de la France ? Non. Je salue tous ceux qui ont servi, ça ne l'était plus là. Et ça n'était plus compris, c'était utilisé. C'est-à-dire que tous les réseaux d'activistes que j'évoquais venaient dire : « Regardez les Français, ils ont un camp avec 2 000 soldats, là, donc ils vont préparer un coup d'État ». Et toutes les désinformations possibles étaient utilisées contre nous.

Donc, nous avons patiemment, et je remercie Jean-Marie BOCKEL, je le remercie à double titre, personnel et pour cette mission, parce qu'il fait partie de ceux qui ont vécu dans sa chair et la chair de sa famille, ce que j'évoquais tout à l'heure. Mais il a mené patiemment, en lien avec les ministres et le CEMA, cette mission. Et donc, nous avons proposé aux chefs d'État africains de réorganiser notre présence. Comme on est très polis, on leur a laissé la primauté de l'annonce. Mais ne vous trompez pas, c'est nous qui l'avons... et parfois, il a fallu y pousser. Mais ce n'est pas parce qu'on est polis, corrects, et qu'on se réorganise nous-mêmes, qu'il faudrait que ce soit retourné contre nous en disant : « ils sont chassés d'Afrique ». Je peux vous dire que dans quelques uns de ces pays, on ne voulait pas enlever l'armée française ou même la réorganiser, mais on l'a assumé ensemble. C'est ça, le partenariat. Et donc, oui, nous sommes en train d'ouvrir un partenariat de sécurité et de défense nouveau, où on aura des bases stratégiques. Djibouti en fait partie, c'est pourquoi elle est d'une toute autre nature. Je l'ai évoquée devant nos militaires, elle sera pérenne, stable, parce qu'elle est régionale, et on va demander à nos partenaires de savoir exprimer leurs besoins en termes de défense. On va aussi faire plus de formations, plus d'équipements, plus de renseignements, plus de contrats aussi dans la durée de défense. On va qualifier la menace avec eux et on va aussi inventer de nouvelles relations, comme on l'a fait ces dernières années avec le Bénin, relation inédite, comme on va le faire avec le Nigeria, où on a commencé un dialogue stratégique qui n'existait pas jusqu'alors, ce qui était une aberration, etc. Partenariat stratégique de défense, désinhibé, mais d'avenir.



Au-delà de ça, le continent africain, c'est un continent de croissance, et là-dessus, nous sommes trop frileux. Je le dis aussi parce que quand je lis, toujours, la presse, les lunettes françaises sont obsédées par l'Afrique francophone. Il faut regarder l'Afrique francophone avec fierté. On y a des intérêts, on y a des amitiés chères chez les dirigeants, dans la société civile et ailleurs. Mais enfin, on a bien fait de faire le premier grand voyage depuis 25 ans du Nigéria en France il y a quelques semaines, 25 ans. Ce n'est qu'un pays à 250 millions d'habitants. On a bien fait d'aller faire la première visite au Kenya. Imaginez. On a bien fait de retourner pour la deuxième fois en Éthiopie, pays de plus de 100 millions d'habitants, d'avoir consolidé une stratégie énergétique et d'investissement avec l'Afrique du Sud. Nos lunettes sur l'Afrique ne sont plus les bonnes, quand on parle de l'Afrique. C'est un continent où il y a des grands émergents, où il y a des potentiels de croissance formidables, et nous sommes en train parfois de désinvestir.

Il faut retrouver de l'audace, repenser nos financements, et là-dessus, nous devons, en interministériel, repenser nos financements pour prendre plus de risques et accompagner plus de risques, repenser nos règles européennes pour qu'on ait une capacité de financement de nos grands acteurs, et avoir une stratégie avec nos entrepreneurs, toutes filières confondues, beaucoup plus ambitieuse à l'égard du continent africain et de la regarder comme un continent d'opportunités sur la question commerciale et économique, sur la question alimentaire et agricole, sur la question de l'innovation dans tous les domaines, sur la question artistique et culturelle, sur la question sportive, qui sont là aussi des domaines où nous avons des expertises, où on les a montrées au monde entier, en particulier avec les Jeux olympiques et paralympiques, et où il y a toute une stratégie export qu'on doit déployer, parce que tous les acteurs français qui ont travaillé pour nos Jeux, on veut qu'ils aillent travailler pour la Coupe d'Afrique des Nations et d'autres grandes compétitions, et que ce soit, ce faisant, une politique qui vienne en soutien avec ce qu'on fait en matière éducative et autre. Et donc, je vous fais confiance pour que ce logiciel, qu'on a commencé à changer à Ouagadougou, soit à chaque fois réexpliqué, porté, assumé, comme un logiciel de conquête.

Comme toutes les transitions, c'est difficile parce qu'il y a des nostalgiques, parce qu'il y a des gens qui ne comprennent pas ou qui ne veulent pas comprendre, et parce qu'on bouscule des intérêts acquis. Mais croyez-moi, c'est une bonne chose, parce que le monde change et que nous avons besoin d'embrasser justement ce nouveau partenariat.

Et, en parlant du continent africain, c'est en particulier ce qu'on veut faire avec le Maghreb. Pour moi, un des temps importants de ces derniers mois a été ce que nous avons réussi à bâtir avec Sa Majesté le Roi Mohamed VI. Lors de la visite d'État, plusieurs d'entre vous m'y accompagnaient il y a quelques semaines, nous avons construit un partenariat pour les décennies à venir totalement nouveau. Il est dans tous les domaines, il est d'une ambition inédite, et il est pour moi véritablement constitutif de cette nouvelle approche. Il doit d'ailleurs être un de nos relais à l'égard d'une approche africaine réinventée. C'est-à-dire qu'on aura des projets franco-marocains sur le continent africain. Parce que c'est une autre façon aussi d'aborder ce continent et de changer le regard à l'égard de la France quand on l'aborde ensemble. Et donc le Maghreb sera aussi dans cette stratégie, pour moi au cœur d'un agenda positif : la saison méditerranéenne, le Fonds Maghreb, l'Académie des talents. Et nous ne devons pas nous résoudre, malgré les tensions qui peuvent exister avec certains, à la nécessité d'avoir un tel agenda.

Enfin, cet agenda de prospérité, nous devons le penser également dans ces stratégies de partenariat avec nos Outre-mer. J'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, mais nous n'avons pas réussi collectivement, et c'est une question d'organisation, à réussir à remettre véritablement la France archipélagique au cœur de notre stratégie internationale.

La France est un archipel. On regarde trop rarement comme ça en disant que ce n'est qu'un hexagone. Nos territoires ultramarins nous permettent d'être au cœur de tous les continents. Et comme nous sommes en même temps un grand pays jacobin, et que tous nos territoires ultramarins ont ce jacobinisme en eux, chacun avec leur histoire, ils regardent toujours Paris. Ce n'est pas le meilleur moyen toujours pour avoir une stratégie de croissance et optimiser nos potentiels. Il faut avoir une stratégie régionale pour tous nos territoires ultramarins. J'ai lancé ça il y a 7 ans, elle avait mis au cœur de la stratégie le ministère des Outre-mer, et je suis confiant sur l'autorité du Premier ministre, que le ministre d'État et le ministre de l'Europe puisse bâtir vraiment, en lien là aussi avec les préfets et les ambassadeurs, des vraies stratégies.

Alors, on s'est réancrés ces dernières années dans les formats régionaux. Je me félicite que la Martinique ait rejoint la CARICOM. On s'est battu pour être membre dans l'Océan Indien de la Commission de l'Océan Indien. La Réunion a pu rejoindre. On va maintenant se battre pour que Mayotte puisse rejoindre. On s'est battus aussi avec l'Unité du Pacifique Sud, le FIP. Et donc ces dernières années, dans toutes les enceintes régionales, nous avons fait un gros travail diplomatique pour nous réinsérer dans ces enceintes où on était parfois totalement absents.

Maintenant, il faut maintenant les faire vivre, mais avoir des stratégies de recherche, de croissance, de potentiel dans tous les domaines d'activité avec les pays de la sous-région. Avoir une stratégie sur le sport avec la Jamaïque, quand on est aux Antilles, ce n'est pas une mauvaise idée. Avoir une stratégie de développement avec tous les pays de l'Océan Indien en matière touristique, de développement. Aider Mayotte à répondre aux défis de la reconstruction, avec évidemment la Réunion, mais toute la sous-région, c'est ce qu'il nous faut faire. Réussir à avoir une stratégie en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, là aussi avec toute la sous-région, c'est évidemment ce qu'on est en train de bâtir et qu'il faut accélérer. Avoir une stratégie amazonienne pour la Guyane, c'est exactement ce que nous voulons avec le Brésil. C'est un potentiel de retour pour nos compatriotes dans ces territoires qui est transformant. Et je remercie le Gouvernement ô combien mobilisé pour Mayotte, à la fois, l'urgence et sa reconstruction.

Là aussi, la coopération avec la sous-région sera déterminante, y compris en termes migratoires. Et il nous faudra avoir une coopération exigeante et respectueuse avec les grands voisins, dont les Comores. J'entends les propos faciles qui sont parfois tenus. On a toujours des succès d'estrade quand sur place, on va insulter les Comores. La réalité fait que d'abord, les choses sont toujours plus compliquées qu'on ne veut bien le faire croire. Mais ensuite, qu'il faut surtout engager, là aussi, un dialogue exigeant, mais respectueux. C'est ce que nous ferons avec toute la sous-région. Enfin, et je terminerai là-dessus, je vous rassure, et ce sera plus court, après la protection et la prospérité sur la capacité que nous aurons à construire nos solutions communes.

Dans tous ces désordres, on a quand même quelques défis sur lesquels il nous faut continuer à bâtir une capacité à agir ensemble. Et où la France a un rôle singulier à jouer, en particulier pour les mois qui viennent. Le changement climatique, la santé et l'alimentation, les inégalités de rôle de la finance et la défense de nos démocraties.

Le climat d'abord, je le disais, les accords de Paris ont dix ans. Ils ont déjà été menacés en 2017 lorsque le Président TRUMP a annoncé sa sortie. Je pense que la situation est plus grave encore aujourd'hui, si je devais être honnête avec vous. Parce qu'à la fois, le Président TRUMP menace une sortie de ces accords, mais il reprend, de manière décomplexée, une production massive d'énergie fossile, et va lancer une production décomplexée dans beaucoup de pays, et que ces dernières années s'est noué un malentendu avec le Sud, et en particulier beaucoup de pays africains, sur les énergies fossiles. Et en quelque sorte, des leçons que les Européens, les Occidentaux, donneraient à ces derniers pour leur interdire qui de faire ici de gaz ou du pétrole. Et donc, il y a un risque très important d'une régression de notre agenda dans les mois qui viennent.

Alors face à cela, je pense qu'il nous faut réengager, c'est en tout cas le rôle de la France, d'abord pour aider absolument le Brésil à réussir la COP30 à Belém. Ce sera sans doute l'une des COP les plus décisives des dernières années, avec un objectif, évidemment, neutralité carbone. Et à mes yeux, l'agenda sur lequel on doit mettre le cœur de nos efforts et de nos investissements, c'est la sortie du charbon le plus vite possible de tous les grands émergents. Et là-dessus, nous devons le faire sans donner de leçons, avec beaucoup de respect, mais la stratégie que nous avons avec tous les grands émergents, en particulier avec les accords que nous avons bâtis ces dernières années, les fameux JETP, est stratégique, c'est celle qui a le plus d'impact sur le climat.

Si on veut vraiment transformer les choses, c'est d'accélérer le pic du charbon de la Chine, mais d'aider le plus vite possible l'Inde, le Vietnam, l'Indonésie et d'autres à sortir justement du charbon, aider l'Afrique du Sud dans sa transition et son accélération, etc. Et donc, c'est là-dessus que nous allons concentrer nos efforts, à la fois diplomatiques et d'investissements.

Il nous faudra aussi continuer d'animer nos One Planet Summit et des initiatives concrètes d'alliances, et je crois à la force de ces alliances avec toutes les parties prenantes, au-delà de la COP30 à Belém - ce sera le deuxième axe d'action. Et donc, nous continuerons d'avoir nos alliances concrètes avec les financiers, avec les industriels, avec les territoires, et donc d'avoir une guerre de mouvement pour continuer à scander des résultats concrets sur cet agenda.

Troisième élément, nous continuerons aussi l'agenda biodiversité, la France l'a porté ces dernières années. Nous avons, ces derniers mois, su bâtir des crédits biodiversités qui vont mettre du temps à prospérer. Mais la seule chose qui est résolument efficace et transformante, c'est d'avoir une approche carbone et biodiversité. Et donc cet agenda complet, c'est celui que la France portera, là aussi, dans les enceintes.

Et puis enfin, nous aurons cette année en juin à Nice à accueillir la Conférence des Nations unies sur l'Océan. Et ce sera un rendez-vous extrêmement important, là aussi, pour le climat, la biodiversité et la question des océans. Parce que nos océans sont un puits de carbone déterminant, une réserve de biodiversité fondamentale, un continent de recherche quasiment à inventer, un lieu, là aussi, d'opportunités absolument inédit, un espace de conflictualité très fort. Cette Conférence des Nations unies sera un élément déterminant. Je demande vraiment la mobilisation de tout le réseau diplomatique pour cette conférence de Nice. Et nous avons quelques objectifs, on aura l'occasion d'y revenir dans les prochains mois, mais je veux simplement que vous en ayez en tête quelques-uns très clairs. On va mettre en place une organisation de recherche qui sera vraiment le GIEC des océans. Et ça, on en a besoin si on veut objectiver la chose. Je veux qu'on puisse ratifier le traité sur la haute mer, dit BBNJ. Ça a été un des succès français des derniers mois. Cet accord a été bloqué depuis des décennies et je félicite tous ceux qui ont contribué à ce qu'on le débloque. Mais pour qu'il rentre en vigueur, il faut que 60 pays le ratifient. Et donc, mettons-nous vraiment en mouvement pour avoir ces 60 ratifications à Nice. C'est un élément vraiment transformant de la régulation de la haute mer.

Et puis, nous devons essayer de reprendre l'effort qui a échoué à Busan ces dernières semaines sur le plastique. Et donc essayons d'avoir un traité international sur le plastique ou au moins, sur la Méditerranée ou Méditerranée élargie. C'est un enjeu à la hauteur vraiment de nos ambitions. Je ne suis pas exhaustif sur l'agenda, mais c'était là nos principaux objectifs. Ça, c'est pour le climat.

Sur santé et alimentation, on sait combien c'est un objectif d'intérêt général. On a avancé, réinvesti sur les grands fonds multilatéraux, sur l'Organisation mondiale de la Santé. Nous avons, il y a quelques semaines ensemble, démontré notre force à Lyon par l'inauguration de l'Académie de l'OMS, qui est vraiment l'ancrage en matière de formation de recherche en France de l'organisation. Mais là aussi, nous avons quelques défis en matière de santé et d'alimentation. Et la voie de la France sera importante pour continuer d'abord à défendre les crédits, mais à défendre une voie qui est celui d'une recherche libre et ouverte en matière de santé.

Il y a un risque aujourd'hui très important dans l'agenda international, c'est celui d'une sortie des États-Unis d'Amérique de l'OMS et, en quelque sorte, d'une privatisation du débat. Et on le voit d'ailleurs chez certains acteurs qui commencent à revenir en arrière sur des règles, à brouiller les cartes ; or, on a besoin face au risque de pandémie, d'avoir une OMS plus forte, et au lieu de la fragiliser, de tirer les leçons de la pandémie que nous avons vécue, et d'avoir des mécanismes de détection des crises plus rapides, d'assurer et de consolider son indépendance face aux pressions diplomatiques qu'elle peut subir, et de poursuivre son agenda. L'alimentation est jumelle, on le sait, de la santé. C'est pourquoi, en mars prochain, nous aurons le Sommet Nutrition for Growth, qui permettra d'obtenir des résultats concrets pour lutter contre la malnutrition infantile et poursuivre cet agenda. Et là aussi, je n'oublie pas le nexus indispensable entre climat, biodiversité, alimentation, santé, avec cette stratégie One Health, que nous avons conçus au cœur de la pandémie et nous aurons l'occasion d'organiser cette année un sommet en la matière qui permettra là aussi de remobiliser tous les instruments en la matière ces dernières années au service de ce multilatéralisme efficace. Et donc il faudra redoubler d'engagement sur santé et alimentation à un moment donné où cet agenda peut être fragilisé par la conflictualité sino-américaine et un probable retrait américain.

Le troisième théâtre de combat, ce sera celui de la réforme de l'architecture financière internationale. Là-dessus, le risque qui est le nôtre est simple, c'est une fragmentation du monde dans lequel nous vivons. On est habitués, depuis la sortie de la deuxième Guerre mondiale, à un monde avec le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale. Celui-ci est progressivement devenu caduc. Il faut être là aussi lucide parce que ces règles d'investissement et de représentativité n'ont pas tenu en compte, pris en compte les grands émergents, et parce qu'il y a une stratégie chinoise de contournement de cet ordre international. Il y a ensuite une tension qui existe avec ce double standard qui est nourri par les deux grandes crises, ukrainienne et proche-orientale, et un narratif qui est utilisé par certains, qui consiste à dire qu'un Sud global devrait se séparer en quelque sorte de cette organisation internationale par trop occidentale.

Le défi qui est le nôtre est véritablement de bâtir des règles plus justes, respectueuses et efficaces, mais de consolider un ordre mondial financier international. Cette réforme, nous en avons posé les bases au sommet pour le financement africain en 2021 et au sommet que nous avons fait à l'été 2023 sur le nouveau financement international. Il a permis de bâtir les 4P, ce pacte de Paris pour les Peuples de la Planète qui a été rejoint par une soixantaine de pays à travers le monde. D'abord, je veux qu'on continue cet effort pour qu'on puisse rejoindre le 4P. Et ensuite, on va scander les prochains mois par des initiatives concrètes.

Que dit ce pacte de manière très simple ? Premièrement, il ne faut pas avoir à choisir entre la question du développement des opportunités économiques et la lutte contre le dérèglement climatique et pour la biodiversité. C'est-à-dire pas de leçons à donner et on n'a pas à dire aux gens, renoncez à votre croissance pour le climat dans beaucoup de pays du Sud. Deuxièmement, Le chemin doit être choisi par chaque pays. Finies les grandes règles où tout le monde est habillé, si je puis dire, avec le même modèle décidé ou à Bruxelles ou à Washington ou ailleurs. Stratégie nationale, c'est ce qui préside à nos fameux JEP ou autres. Troisièmement, choc concessionnel public. Et donc on doit beaucoup mieux mobiliser nos finances communes, par des réinvestissements pour les pays qui le peuvent, par la mutualisation et le meilleur travail de nos banques. C'est ce qu'on a fait avec la finance en commun, qui met en réseau la mobilisation de l'AFD et de l'ensemble de ses partenaires, à travers le monde, toutes les banques de développement, les banques multilatérales et les banques régionales ; et à travers ça, donc, davantage aussi mobiliser le bilan de la Banque mondiale et du FMI. Et quatrième point, plus d'argent privé, effet de levier. Ces quatre règles ont commencé d'ailleurs à percoler, puisqu'il y a une transformation qui est en cours au FMI et à la Banque mondiale. C'est celles qui nous ont conduit à proposer, puis à réussir, l'émission de droits de tirage spéciaux au FMI, puis la réallocation de plus de 100 milliards vers les pays les plus pauvres dans le continent africain, on doit poursuivre cet agenda en donnant plus de place aux émergents, en changeant la gouvernance, l'ambition, mais l'agenda 4P est plus valide que jamais.

2025 doit être un agenda où on a plus d'adhésion, et je vous demande dans chacun de vos pays d'aller chercher les adhésions de pays à celui-ci où on réalise des transformations conformément aux plans de route, et où on prépare aussi ce que je veux parachever lors du G7 que la France aura organisé en 2026, qui est vraiment de mettre en place ce nouvel ordre international. À cet égard, nous reviendrons plus précisément sur ces investissements dans le cadre du Conseil présidentiel du Développement, qui se tiendra en mars prochain.

Et puis le dernier point, c'est la défense de la démocratie et de l'universalisme. Je le disais, un quart de siècle s'est écoulé et a détruit beaucoup d'illusions. Il y a un quart de siècle, on nous disait que la démocratie était une construction politique qui n'avait vocation qu'à s'étendre, que c'était la fin de l'histoire pour certains, et que tout irait de mieux en mieux. Le réveil a été dur, il n'a pas commencé cette année, mais je ne voudrais pas que nous soyons, à un quart de siècle après, touchés par le syndrome inverse. C'est-à-dire que quand j'entends beaucoup, on n'ose plus quasiment défendre l'État de droit, la démocratie, ce ne serait plus à la mode, et il y a une espèce de fascination mortifère pour l'international des réactionnaires. Alors, ils sont très forts, ils ont de l'argent, et il y a une espèce, en effet, d'accélération réactionnaire, pour citer un article récent qui est assez bien vu, mais qui met ensemble des grands intérêts financiers privés. Et au fond, ce qui est le résultat de quelque chose qui est vrai fait que nos démocraties libérales n'ont pas été assez efficaces face aux défis des classes moyennes. Ça, c'est vrai. Et je me bats depuis des années pour cela avec des succès et des échecs. Je suis lucide. Et on doit tous continuer à se battre. Mais ce n'est pas parce que la démocratie libérale n'est pas assez efficace face à la question migratoire, face à la question de l'économie, de sa simplification, face à telle ou telle question, que les démocraties libérales ou les régimes autoritaires seraient plus efficaces. Et c'est un peu ce qui est en train de se passer. C'est un peu le récit que certains seraient en train de construire. Tous ceux qui pensent que, par exemple, fini le changement climatique : si on veut de l'économie, il faut simplifier, on abandonne. Je vous le disais, si nous, on arrête le changement climatique, on dégrade notre balance commerciale. Enfin bon, nous, on ne produit pas de pétrole et de gaz. Pas bon pour nous du tout, ça.

Ceux qui pensent que l'indépendance des juges, l'indépendance des journalistes, l'indépendance du monde académique, c'est une entrave à l'efficacité des gouvernements, faites un test simple. Qui a été le plus efficace pendant les pandémies ? Les démocraties. C'était très dur, on s'en souvient. Tous les jours, il y avait des gens pour nous expliquer ce qu'il fallait faire. C'était très fatigant, je peux témoigner. Mais c'est ça. Il y a des scientifiques reconnus par leurs pères qui expliquent ce qu'est la science. Il y a des gens qui viennent contester ce que le Gouvernement fait. Il y a des gens qui le font devant le juge et parfois, ils gagnent pour revenir sur des trucs que fait le Gouvernement. Ça s'appelle une démocratie.

La réalité, avec le recul sur les pandémies, c'est que les démocraties ont été plus efficaces que les régimes autoritaires. Dans les endroits où la science n'est plus libre, quand on a une pandémie, ça marche moins bien. Dans les endroits où il n'y a plus de presse libre, quand il y a un gros problème, ça marche moins bien. Je dis juste ça qui pourrait paraître une évidence, mais rappelons-le partout et tout le temps. Et donc nous devons bâtir un agenda volontariste de défense de la démocratie, de l'universalisme, de la séparation du pouvoir, des valeurs de la démocratie libérale et de ses principes fondamentaux, égalité entre les femmes et les hommes, protection des minorités politiques, existence de contre-pouvoirs et d'infrastructures de l'information.

Et ce n'est pas parce que, parfois, nous manquons d'efficacité pour régler les problèmes, que nous devons renoncer à nos principes. Au contraire, nous devons être beaucoup plus efficaces en défendant ces principes, parce que c'est bien pour ça qu'on se bat à la fin et que tout ce que je vous dis depuis tout à l'heure n'aurait aucun sens. Si, au fond, à la fin, on a envie de ressembler principalement à la Russie, pourquoi considérer qu'aujourd'hui, c'est un ennemi stratégique ? C'est le grand paradoxe de cet international réactionnaire qui fascine tant de monde quand j'écoute nos ondes. Et en plus, allez les regarder de près sur l'immigration, sur la Russie, sur les réseaux sociaux. Est-ce qu'ils pensent la même chose ? Pas tout à fait, pour ne pas dire qu'ils pensent souvent le contraire.

À cet égard, c'est pourquoi je vous demande d'avoir une diplomatie qui continue à soutenir la cause des femmes partout dans le monde, avec l'initiative Marianne, que nous continuerons, mais toutes les actions qui sont menées par le réseau — soutenir la démocratie avec les initiatives que nous avons pu conduire, par exemple, en Afrique auprès du professeur MBEMBE, l'essor de la nouvelle génération d'engager pour la démocratie avec les Young leaders africains et que nous continuerons et démultiplierons, le soutien pour le partenariat information et démocratie de RSF à l'ONU que nous devons continuer et amplifier, et nous allons passer à l'échelle européenne et internationale, les États généraux de l'information qui, en France, donneront lieu à une loi, mais que nous devons défendre sur le plan international.

En quelque sorte, j'ai une bonne nouvelle pour vous. Tous ces gens, pendant des années, nous ont dit qu'il y a une pensée unique, c'est affreux. La pensée unique, c'était le truc des démocrates libéraux. La pensée unique, c'est devenu la pensée réactionnaire. C'est bien, on va le battre. Il y a un potentiel énorme. Et là où peut-être, on s'était endormi en pensant que c'était acquis, on va se réveiller. Mais moi, je ne veux pas de la pensée unique réactionnaire qui m'explique qu'en quelque sorte, renoncer aux valeurs des démocraties, au préambule de notre Constitution, à l'égalité entre les femmes et les hommes, ce serait une bonne chose, une source d'avenir.

Je demande au réseau de continuer d'être engagé auprès de tous les combattants de la liberté. En Géorgie, auprès de tous ceux qui se sont battus pour une élection, auprès de cette présidente courageuse et de ces manifestants, et en nous battant pour que les transparences soient faites, et si la sortie de crise doit être la réorganisation d'une élection, pour le faire. Au Venezuela, où nous ne devons pas regarder avec complaisance ou défaitisme la date du 10 janvier comme une évidence, et où nous devons, là aussi, nous battre aux côtés de ceux qui œuvrent avec un immense courage pour le pluralisme et la démocratie, leur parler, et, là aussi, nous battre pour que des élections libres soient réorganisées, et le faire en lien avec tous nos partenaires de la région. Et nous battre auprès de tous les combattants de la liberté, professeurs, écrivains, journalistes, quand ils sont emprisonnés, quel que soit le régime et quels que soient nos intérêts. Nous avons toujours fait cela et nous continuerons de le faire. Et en disant cela, j'ai une pensée singulière pour un combattant de la liberté, écrivain, franco-algérien, qui est Boualem SANSAL. Il est détenu de manière totalement arbitraire par les responsables algériens. L'Algérie, que nous aimons tant, et avec laquelle nous partageons tant d'enfants et tant d'histoire, entre dans une histoire qui la déshonore, a empêché un homme gravement malade de se soigner. Et ça n'est pas à la hauteur de ce qu'elle est. Et nous qui aimons le peuple algérien et son histoire, je demande instamment à son gouvernement de libérer Boualem SANSAL. Oui, la liberté fait la démocratie. Et donc, nous devons continuer de les défendre partout, avec respect, parfois en le faisant porte close quand c'est plus efficace, avec force. Et la liberté, c'est aussi celle que nous continuerons de défendre pour tous nos compatriotes, à travers le monde, nos otages quand ils sont détenus, quelles que soient nos entreprises, et je me félicite de la libération de ceux que nous avons obtenus en fin d'année dernière. Et c'est aussi pour ça que nous continuerons à nous mobiliser pour la libération de nos otages détenus aujourd'hui en Iran de manière indigne et inacceptable.

Voilà, mesdames et messieurs, je ne serai pas plus long. Protéger les Français, assurer notre prospérité, faire notre devoir, en quelque sorte, pour nous protéger des désordres du monde, telle est la ligne que je vous donne pour l'année qui s'ouvre, en vous réitérant tous mes vœux. La diplomatie ne vaut que si elle est l'armure des peuples qu'elle sert. Et vous aurez, faisant ce travail, à œuvrer pour tous nos compatriotes, d'où qu'ils viennent, où qu'ils habitent, Et j'ai essayé là à la fois de donner des lignes claires, de vous donner aussi la scansion de notre agenda pour cette année, et de le faire pour qu'aussi beaucoup de nos compatriotes aient clairement à l'esprit combien des enjeux du quotidien sont au cœur de notre action diplomatique et de ce que vous portez chaque jour. Et donc je veux vous remercier pour cela, pour le combat que vous menez, pour votre engagement, celle des vôtres à vos côtés et de l'ensemble de vos équipes, et remercier également l'ensemble des envoyés spéciaux et tous nos partenaires et les membres du Gouvernement qui, je le sais, ont aussi à cœur de bâtir cet agenda.

Vive la République et vive la France.